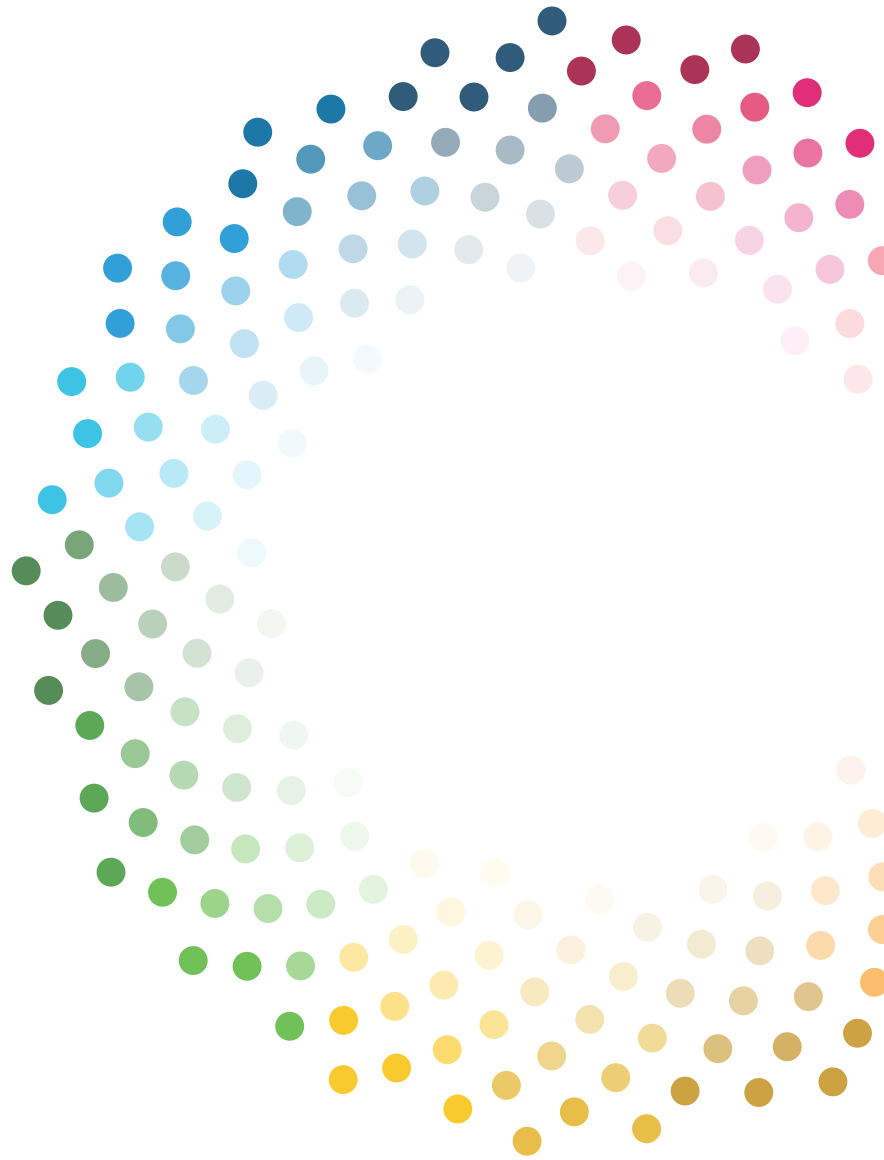


**Spotlight
Initiative**

*To eliminate violence
against women and girls*



Niger

Annual Narrative Progress Report

01 January 2019 – 31 December 2019

Initiated by the European Union and the United Nations:



<p>Programme Title & Programme Number</p> <p>Programme Title: Programme de l'Initiative Spotlight au Niger</p> <p>MPTF Office Project Reference Number:¹ 00111643</p>	<p>Country, Locality(s), Priority Area(s)/</p> <p>Le programme est mis en œuvre dans 4 régions (4 régions sur 8) qui ont les taux les plus élevés de VBG au Niger à savoir : Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéry)</p> <p>Il couvre 60 communes et 300 villages ciblés dans les régions sur toute la durée du Programme.</p>
<p>Recipient Organization(s)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. UNDP 2. UNFPA 3. UNWOMEN 4. UNICEF 	<p>Strategic Results² (if applicable) Country/Region: Niger</p> <p>Priority area(s)/Strategic results:</p> <p>Le Programme Spotlight au Niger s'attache à contribuer à l'élimination des violences basées sur le genre, des pratiques néfastes et des obstacles à l'accès aux droits à la santé sexuelle et reproductive. Il est en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), en l'occurrence l'ODD n°5 dédié à l'égalité de genre. L'Initiative vise à renforcer et consolider les efforts et structures mis en place par le Gouvernement et les partenaires clés, particulièrement la société civile et les mouvements de femmes. Pour ce faire, ce Programme met en œuvre un dispositif efficace de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et de promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive, à travers des approches innovantes permettant le renforcement d'un cadre juridique et politique favorable, des institutions efficaces et coordonnées, une mobilisation et responsabilisation des communautés, un accès accru et équitable aux services de prise en charge holistique et intégrée, un accès et usage de données statistiques de qualité et des organisations de défense des droits de la femme renforcées et dynamiques.</p> <p>L'Initiative Spotlight propose également une nouvelle manière de travailler et constitue un exemple de la réforme des Nations Unies, en mobilisant de manière cohérente et coordonnée l'ensemble des acteurs clés, de manière efficace et innovante, au service de l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, particulièrement celles qui sont traditionnellement laissées de côté.</p>

¹ The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the [MPTF Office GATEWAY](#).

² Strategic Results, as formulated in the UN Planning Framework (e.g. UNDAF) and Spotlight Country/Regional Programme Document

Programme Cost (US\$)

Total approved budget as per Spotlight Country/ Regional Programme Document: 18,929,956

Spotlight funding³: 17,000,000

Agency Contribution : 1,929,956

Spotlight Funding and Agency Contribution

by Agency:

Name of RUNOs	Spotlight Phase I (USD)	UN Agency Contributions (USD)
UNDP	4,048,345	374,229
UNFPA	5,651,624	694,589
ONUFEMMES	2,889,546	417,357
UNICEF	4,410,485	443,781
TOTAL	17,000,000	1,929,956

TOTAL : USD 18,929,956

Programme Assessment/Review/ Mid-Term Evaluation

Assessment/Review

if applicable (please attach)

Yes No

Mid-Term Evaluation Report

if applicable (please attach)

Yes No

Partners

- Gouvernement (Ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'Enfant, de la justice, du Plan, des Finances, de l'Enseignement Primaire, des Enseignements Professionnels et Techniques, des Enseignements Secondaire, de la Santé Publique, de la Jeunesse et des sports, de la Défense Nationale, de l'Intérieur, de l'Hydraulique et de l'Assainissement)
- Les Institutions (l'Assemblée Nationale, le Conseil islamique, L'Association ces Chefs Traditionnels du Niger-ACTN, l'Institut National de la Statistique-INS-),
- Association pour le Bien-être (APBE), SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales (SOS-FEVVF), PLCE/F, SongES, ACTN, AEDL Espoir et l'Association des Professionnelles Africaines de la communication APAC/Niger

Start Date

26 Julliet 2018

End Date

31 Décembre 2022

Report submitted by: UN RC

Name: Madame Khardiata Lo N'Diaye

Title: Coordonnateur Résident a.i des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire /DO ai

e-mail address: khardiata.lo.ndiaye@one.un.org

³ The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#)

Liste des Accronymes et Abreviations

ACPE	Approche communautaire de la protection de l'enfant
ACTN	Association des Chefs Traditionnels du Niger
ANAJJ	Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire
APAC	Association des Professionnelles Africaines de la communication
APBE	Association pour le Bien-être
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Evaluation de l'action Gouvernementale
CNRFO	Centre National de Référence des Fistules Obstétricales
COGES	Comités de Gestion des Etablissements Scolaires
DDF	Défenseurs des Droits des Femmes
DUE	Délégation de l'Union Européenne
FACOM	FAcilitateur COMmunautaire
FO	Fistules Obstétricales
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
INS	Institut National de la Statistique
ISF	Indice Synthétique de Fécondité
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MPFPE	Ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'Enfant
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementales
OSC	Organisation de la Société Civile
PBSG	Planification et la Budgétisation Sensible au Genre
PFLN	Plateforme des Femmes Leaders du Niger
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PTF	Partenaire Technique et Financier
SNU	Système des Nations Unies
SOS-FEVVF	SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales
UE	Union Européenne
UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNFPA	Le Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNWOMEN	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
VBG	Violences Basées sur le Genre



Executive Summary

Le programme Spotlight est un partenariat conjoint entre l'Union Européenne et les Nations Unies. Au Niger, ce programme est mis en œuvre par quatre Agences des Nations Unies : Le Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (UNWOMEN). Il se déroule en partenariat avec le Gouvernement du Niger, sous le leadership du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE). Plusieurs autres partenaires des Ministères sectoriels impliqués dans le secteur du Genre et des Violences Basées sur le Genre (VBG) interviennent également dans le cadre de cette Initiative. L'exécution de ce programme se fait en collaboration directe avec la Délégation de l'Union Européenne (DUE) et avec la participation de la Société Civile.

Une grande partie de l'année a été consacrée à la définition d'une feuille de route cohérente entre le Gouvernement, l'Union Européenne (UE) et les Nations Unies, pour la mise en œuvre de l'Initiative Spotlight, dans le but de garantir le leadership et l'appropriation du Programme par le Gouvernement. Ce dialogue fructueux et consensuel a abouti à une révision de certains aspects du Document de Programme afin de mieux refléter le contexte national et les besoins de la contrepartie nationale. Il a aussi permis la création d'une coalition solide, mobilisée pour l'élimination des violences basées sur le genre et de promouvoir les droits à la santé sexuelle et reproductive.

Pour la première année de mise en œuvre du programme, la combinaison des moyens et l'expertise des parties prenantes ont permis de bâtir de véritables synergies qui ont débouché sur des résultats probants, dont les principaux se résument comme suit :

En ce qui concerne le Pilier 1, le cadre légal et institutionnel de protection des droits des femmes et des filles a été renforcé par : (i) le vote par l'Assemblée Nationale de la nouvelle loi instituant le système des quotas⁴ aux postes de décision électifs et nominatifs au gouvernement et dans l'administration d'État - cette loi contribue à la mise en place d'un environnement politique et législatif favorable - ; (ii) la signature d'un arrêté⁵ précisant les conditions de protection, de soutien et d'accompagnement de la jeune fille en cours,

4 Cette loi modifie et complète la loi n° 2000-008 du 7 juin 2000, augmentant les quotas de 15 à 25% de représentation féminine aux postes électifs et de 25 à 30% pour les postes nominatifs.

5 L'arrêté conjoint n° 000025/MEP/A/PLN/EC/MES/MEP/T du 04 février 2019 modifié par l'arrêté n°00335 du 22 août 2019

qui permet une meilleure poursuite des actes de violences basées sur le genre visant les jeunes filles ; et (iii) l'adoption d'un décret⁶ sur la santé de la reproduction, déterminant les méthodes et moyens contraceptifs autorisés au Niger et les conditions de leur dispensation.

Dans le Pilier 2, un cadre de concertation sur l'autonomisation des femmes et des filles a été mis en place pour assurer une collaboration entre les acteurs institutionnels et une meilleure synergie des interventions en matière de lutte contre les VBG et l'autonomisation des femmes. De même en se basant sur un examen approfondi des expériences passées n'ayant pas apportées des changements majeurs en matière d'intégration du genre dans la planification et la budgétisation national, une note technique a été élaboré et soumise au Ministère en charge du plan en vue de déclencher un processus d'institutionnalisation de la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) au Niger.

Pour ce qui concerne le Pilier 3, le Programme Spotlight présente une Stratégie révolutionnaire de transformation des normes sociales dans les 4 régions visées en priorité, basée sur la mobilisation des bénéficiaires directs et indirects, l'implication des chefs religieux et traditionnels et le partenariat avec la société civile.

Grâce aux activités de l'année 2019, un total de 40 593 personnes (27 592 femmes et filles et 13 001 hommes et garçons) ont été mobilisées et mettent en évidence des comportements positifs en matière de lutte contre les VBG notamment sur la scolarisation et le maintien des filles à l'école, la cohésion sociale dans les familles, le refus du mariage d'enfants, l'abandon du mariage forcé et les différentes formes de violences et discriminations dont les femmes et les enfants (particulièrement les jeunes filles) sont victimes, la dénonciation et au renoncement aux règlements à l'amiable des VBG.

Au niveau du Pilier 4, le programme met en œuvre une stratégie coordonnée de renforcement des capacités de tous les prestataires de services en contact avec les survivantes de violence, notamment, dans le secteur de la Justice, de la sécurité, de la psycho sociale, du communautaire et de la Santé, afin d'améliorer l'information, l'accès et la qualité des services fournis aux femmes et aux jeunes filles survivantes de violence. Ainsi, 585 cas dont 305 cas de Fistules Obstétricales (FO) et 238 prolapsus ont été pris en charge au niveau des centres des 4 régions et du centre national de référence de Niamey. Le taux de succès pour le FO est de 85%. Et, 509 cas ont été gérés dont 48 cas de mariage d'enfants qui ont été annulés, 234 filles qui ont repris le chemin

⁶ Décret n°408-2019/PRN/MSP portant modalités d'application de la loi n°16-2006°, soutenu par l'arrêté n°089/MSP/SG/DGSR/DSME du 15 septembre 2019

de l'école et 127 autres types de VBG. Enfin, 114 cas de VBG (9 cas de viols, 13 cas d'agressions sexuelles, 36 cas d'agressions physiques suite aux violences conjugales et 56 cas de mariage d'enfants avec des grossesses) ont été pris en charge dans le centre multifonctionnel pour la Région de Tillabéri.

Pour le Pilier 5, le Programme Spotlight soutient une refonte intégrale de l'approche de gestion des données statistiques relatives aux violences faites aux femmes et aux filles, illustrée par le cadre de concertation regroupant toutes les parties prenantes (MPFPE, INS, les Directions de la Statistique des Ministères techniques concernés, la société civile, les chercheurs, les prestataires de services et les Agences des Nations Unies) établies sur l'initiative du MPFPE. Grâce à ce cadre, le tout premier kit d'Indicateurs de Genre de l'histoire du pays, incluant les VBG, a été élaboré avec un plan de collecte de données. Ce cadre envisage de mettre en place une cartographie des acteurs disposant des données et un plan de collecte des données.

Pour les piliers 3 et 6, deux études de planification ont été réalisées. Ces études portent sur : (i) les déterminants des VBG et (ii) les discriminations croisées auxquelles font face les femmes et les filles au Niger. Les résultats de ces études de planification ont permis aux acteurs de mise en œuvre d'informer la prise de décision, grâce à une meilleure compréhension des facteurs qui influent/explicitent les actes de VBG (Attitude, perception, etc.), de fournir des assistances socioculturelles adaptées, d'élaborer des messages de changement de comportement accessibles et acceptables, de réorienter des interventions et de mieux cibler les bénéficiaires pour ne laisser personne de Côté.

Concernant le Pilier 6, la cartographie des Organisations de la Société Civile (OSC) dans les quatre régions d'intervention a fait ressortir l'existence de 344 organisations de promotion et de protection des droits des femmes et des filles dont 268 organisations de jeunes (255 associations simples et 13 réseaux de jeunes) et 76 OSC, qui sont désormais organisées comme relais direct du programme Spotlight et qui constitueront la ligne de front du Programme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Cette cartographie constitue la base du processus de dialogue et de concertation entre le Gouvernement, les partenaires du développement et la société civile.

Une plateforme dénommée « Plateforme des Femmes Leaders du Niger (PFLN) » a été conçue à partir du réseautage des organisations des Défenseurs des Droits des Femmes (DDF). Elle permet le dialogue intergénérationnel. Elle a été lancée avec la participation de 173 femmes et jeunes leaders représentant les différents secteurs de la vie sociale.

Summary and Context of the Action

Malgré les progrès notables enregistrés ces dernières années – la part du secteur secondaire augmente progressivement en passant de 11% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2010 à 15% en 2018 – le Niger est toujours classé parmi les Pays les Moins Avancés (PMA) compte tenu du niveau relatif de son PIB par habitant.

Avec un taux annuel de croissance démographique de 3,9%, la population est estimée à 20 millions d'habitants en 2018 avec un nombre moyen d'enfant par femme (ou Indice Synthétique de Fécondité, ISF) qui reste élevé mais connaît une baisse progressive et passerait de 7,6 enfants par femme en 2012 à 6,1 enfants en 2017. Le Niger se caractérise par une population relativement jeune (15 à 34 ans) représentant 29.24% de la population totale⁷. La jeunesse de la population, la persistance voire l'aggravation de la pauvreté, notamment en milieu rural induisent des déficits sociaux et économiques en matière de droit d'accès aux services d'éducation, de santé, d'information, de crédit, de droit et protection, de l'accès à la terre et aux autres facteurs de développement. Tous ces aspects ont des effets extrêmement néfastes sur les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants et les femmes, en particulier ceux vivant en milieu rural.

Depuis plus de 5 ans, la situation sécuritaire est préoccupante au Niger. Elle est exacerbée par l'instabilité croissante dans les pays voisins (Libye, Mali, Nigeria, Burkina Faso, Tchad). Les attaques répétées de terroristes, la prolifération de groupes armés et la montée de groupes extrémistes fondamentalistes religieux violents tels que Boko Haram continuent d'occasionner l'état d'urgence dans les régions de Tillabéri, d'Agadez, de Tahoua, de Diffa et de Maradi. Des déplacements massifs de populations sont observés vers d'autres localités sécurisées. Une limitation de la circulation des biens et des personnes dans le cadre de leur vie quotidienne, des incidents de protection sur les populations civiles, la réduction de l'accès aux infrastructures sociales de base (eau, écoles, centre de santé), une dégradation du tissu socio-économique dans ces milieux sont les conséquences humanitaires majeures. Certaines localités de ces régions ont été classées dans la zone rouge sécuritaire avec interdiction d'accès. Le ciblage des communes et des localités d'intervention a tenu compte des dispositions sécuritaires au moment de la révision du programme, L'examen de certains indicateurs sociodémographiques et politiques informe

⁷ Selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2012),

sur les inégalités de genre malgré les améliorations enregistrées ces dernières années avec les efforts du Gouvernement et des Partenaires Techniques et Financiers :

- Le taux d’alphabétisation de la population adulte est faible et se situe à 28,4%⁸, avec d’importantes disparités existant entre les hommes et les femmes (11% chez les femmes contre 34% chez les hommes).
- Au sein de la population jeune scolarisée, l’abandon scolaire est fréquent. En effet, sur 100 filles inscrites à l’école, environ 30 quittent avant d’arriver à la fin du Cours Moyen deuxième année et pour 100 filles qui arrivent en classe de 6^{ème}, seulement 17 filles terminent la classe de 3^{ème}, ce qui pourrait expliquer la prépondérance du mariage des enfants.
- La nuptialité est très précoce. En effet, 76,3% des filles âgées de 20 à 24 ans sont mariées avant l’âge de 18 ans et 48,2% de ces filles donnent naissance avant d’avoir 18 ans. Cette précocité de vie reproductive constitue une vulnérabilité qui a pour conséquence les grossesses avec des cas d’invalidité dont la fistule obstétricale et la mortalité maternelle.
- Par rapport à la participation politique des femmes, des progrès ont été enregistrés : en 2016, les femmes représentent 16,9% au Parlement, 16,6% au Gouvernement et 15,6% au sein des conseils municipaux.

Selon l’étude sur l’ampleur et les déterminants des Violences Basées sur le Genre au Niger réalisée en 2015, le taux de prévalence nationale est de 28,4% tous types et tous sexes confondus avec des disparités selon les régions. Ainsi, Zinder et Maradi constituent les zones où le pourcentage de victimes est le plus élevé, avec respectivement 95% et 88% des femmes ayant déclaré avoir subi au moins une violence au cours de leur vie.

L’étude s’est focalisée sur six types de VBG. Il s’agit des violences physiques (coups, blessures etc.), des violences sexuelles (viol, attouchements etc.), des violences psychologiques (insulte, etc.), des violences économiques (manque d’accès aux ressources), des violences culturelles (mariage d’enfants, Mutilations Génitales Féminines -MGF) et des violences politiques (absence de représentation et participation à la vie publique et la prise de décision, etc.). Les victimes sont principalement des femmes et des filles. Trois (3) femmes sur cinq (5) (soit 60%) ont déclaré avoir subi au moins une violence

⁸ INS, ECVMA 2014

au cours de leur vie. Les femmes courent 2,7 fois plus de risque de subir une violence sexuelle que les hommes et 14 fois plus de risque de subir une violence culturelle.

La représentation et la visibilité des femmes sont améliorées dans la vie publique, dans les structures ou formes de représentation et de communication sociale en général. Elles sont de plus en plus nombreuses et battantes au travail salarié, certaines d'entre elles à occuper de hautes fonctions au niveau de l'Etat, du parlement, et même de certaines structures de la société civile et du privé. Cependant les obstacles socioculturels enracinés dans la mentalité rehaussent la force des pesanteurs dans le processus de l'autonomisation des femmes et es filles. La répartition, selon le sexe, est source de discrimination culturelle et sociale car elle influe sur le rôle et la place de la gente féminine. La conception est que depuis son enfance, la fille est éduquée afin de pouvoir être, à l'âge adulte, une bonne épouse et une mère idéale.

A cela s'ajoute, la pratique mineure (2%) des MGF qui reste toujours valorisée dans certains milieux sociaux. L'idéologie qui entoure cette pratique met en avant la nécessité de purifier le corps de la jeune fille. Ce rite d'initiation qui a une portée à la fois psychologique et sociologique est supposé combattre la prétendue bisexualité féminine.

Les inégalités entre les genres se creusent à l'adolescence, les filles étant plus susceptibles d'abandonner l'école que les garçons, de se marier dans l'enfance et d'avoir leur premier enfant avant l'âge de 18 ans. Les inégalités entre les genres sont omniprésentes et liées à des normes sociales profondément ancrées, qui assignent des rôles différents aux hommes et aux femmes. Il est vraisemblable que les inégalités entre les genres affectent les filles très tôt⁹. Mais ces inégalités deviennent particulièrement visibles dans les pratiques de mariage d'enfants, de mariages précoces, de grossesses précoces, d'abandon prématuré et de de non achèvement de la scolarité.

Cette perception du statut et du rôle de la femme et de la fille dans la société, surtout en milieu rural est un véritable défi dans le cadre de l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. Cela exige des stratégies de négociation pour des adoptions de comportements positifs à mesure de faire éloigner les stéréotypes et les déterminants de VBG. Le programme s'engage dans l'utilisation des modèles de réussite encourageants, des femmes et jeunes filles porteuses d'espoir, des femmes autonomisées comme références sûres et tangibles pour les communautés, des DDF comme porteurs de

⁹ Impacts économiques des inégalités entre les genres au Niger, Banque Mondiale, Novembre 2018

messages de changement en faveur d'une renaissance socio culturelle pour la promotion de la dignité des femmes et des filles au Niger.

Avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, de la Société Civile, l'engagement des femmes, des hommes, des jeunes, des leaders traditionnels et religieux, des actions à résultats ont été réalisées pour réduire les inégalités sexo-spécifiques. Il faut poursuivre la mobilisation à travers toutes les initiatives en faveur de la lutte contre les violences.

C'est dans cette perspective que le programme Spotlight a été conçu pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles. Il est en lien avec les priorités nationales pour (i) Raffermer le partenariat tripartite Gouvernement-Union Européenne-Nations Unies, (ii) Accélérer la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies en renforçant le rôle du Coordonnateur Résident et la cohérence des interventions du système des Nations Unies, (iii) mettre au-devant la multisectorialité dans la recherche de solutions durables et (iv) encourager tous les partenaires de mise en œuvre dans une logique de synergies fortes pour plus d'impacts dans le cadre de la coopération avec le Gouvernement.

Ce Programme à deux phases (2019-2020 et 2021-2022) a été considérablement retardé dans l'élaboration du document de programme du Niger. En effet, des échanges de haut niveau impliquant Gouvernement/Union Européenne/Agences des Nations Unies ont abouti à une révision du programme, jugée nécessaire par la contrepartie nationale. Une « task-force » Gouvernement-Système des Nations Unies (SNU)-UE chargée de conduire le Processus de révision sous la Coordination du Secrétaire Générale du MPFPE et du Représentant de ONU FEMMES mandaté par le Coordonnateur Résident, a été mise place. Des séances de travail avec la Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Evaluation de l'action Gouvernementale (CAPEG), attaché au Cabinet du Premier Ministre ont permis de mieux comprendre l'esprit des observations du Gouvernement, d'obtenir des accords sur le cadre analytique, d'utiliser les indicateurs approuvés au niveau national et plus actuels, de tenir compte des réalités socio culturelles nationales, d'assurer une meilleure articulation entre les six piliers du programme, l'amélioration du langage qui doit être orienté sur le processus pour tenir compte des dynamiques en cours; de refléter les avancées du Niger, de renforcer les acquis et mieux identifier les défis à cibler tout en évitant les préjugés, les stéréotypes. Les leviers et opportunités sur lesquels il faut bâtir tout en privilégiant les approches communautaires réussies ont été consensuellement définis et validés. La nécessité d'apporter un appui institutionnel au MPFPE pour lui permettre de mieux accomplir ses missions a été approuvée.

La révision du programme a suivi une méthodologie participative ayant permis

l'inclusion de toutes les parties prenantes à toutes les étapes. Elle a aussi concerné la prise en compte de la question de l'éducation de la fille et le renforcement de la prise en charge de la Fistule Obstétricale, l'actualisation des cibles qui étaient jugées non réalistes et la finalisation du ciblage des communes et des villages bénéficiaires en tenant compte des réalités sécuritaires, des programmes existants comme critères additionnels de sélection. Le programme couvre désormais 60 communes sur toute la durée du programme et 300 villages et quartiers, au lieu de 80 communes.

Enfin, il a été question de revoir la gouvernance du programme pour assurer un véritable leadership du Gouvernement. Ainsi, le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant assure la présidence du Comité de pilotage, dans un esprit d'appropriation nationale et d'alignement avec la gouvernance d'autres programmes, assisté par la Coordinatrice résidente des Nations Unies, qui est aussi la Présidente du Comité Technique.

Dans le cadre de ces négociations tripartites, trois notes techniques ont été élaborées. Deux concernent l'intégration de l'éducation de la fille et l'intégration de la FO. Chacune d'elle définit les principes directeurs de l'ajustement des activités et propose de nouvelles activités à intégrer par pilier. La troisième est la note technique et d'orientation pour le ciblage des communes et des localités/quartiers. Celle-ci est le résultat de la révision des critères pour la sélection des communes et des localités/quartiers et définit l'approche qui permet aux acteurs et parties prenantes dans les régions de prendre part lors des ateliers organisés à la proposition et validation des communes et quartiers.

Cette révision du programme a duré huit mois (Avril à Novembre 2019) et le document finalisé n'a pu être approuvé par le Comité de Pilotage que le 18 novembre 2019. Le lancement officiel du programme a eu lieu le 30 Novembre 2019, avec pour conséquence certains retards observés dans la mise en œuvre d'activités spécifiques du Programme depuis sa phase de révision.

Malgré ce retard, le programme peut s'appuyer sur un fort consensus général, une compréhension commune. Les parties prenantes ont pu établir des bases solides et une relation de confiance qui permet une accélération des méthodes de travail. Ces atouts permettent de rattraper le retard et de mettre en œuvre des activités prioritaires qui portent déjà leurs fruits auprès des bénéficiaires directs et indirects.

Sur la base de l'actualisation du Plan de Travail Budgétisé qui définit de nouvelles activités et réduit le montant affecté à d'autres préalablement retenues, un plan d'accélération de la mise en œuvre des activités pour 2020

est en exécution par toutes les parties prenantes avec pour objectif majeur l'atteinte de l'engagement pour les 70% d'exécution financière des fonds mis à la disposition de chaque Agence au deuxième trimestre de l'année 2020.

Le programme vise les résultats ci-dessous :

OUTCOME 1 : Des cadres législatifs et politiques conformes aux normes internationales en matière de droits humains relatives à la violence à l'égard des femmes et des filles et aux pratiques néfastes sont en place et traduits en actes

OUTCOME 2 : Les systèmes et institutions nationaux et régionaux sont habilités à planifier, financer et mettre en œuvre des programmes multisectoriels de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, ainsi que des pratiques néfastes, notamment par la mise en œuvre des ODD

OUTCOME 3 : Les normes, les attitudes et les comportements sociaux équitables en matière de genre changent aux niveaux communautaire et individuel pour prévenir les VFFF/VSBG/PN et promouvoir les droits en santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles

OUTCOME 4 : Les femmes et les filles victimes de violence et de pratiques néfastes utilisent des services essentiels disponibles, accessibles, acceptables et de qualité, y compris pour se remettre à long terme de la violence

OUTCOME 5 : Des données de qualité, désagrégées et comparables à l'échelle mondiale sur les différentes formes de violence à l'égard des femmes et des filles et les pratiques néfastes sont recueillies, analysées et utilisées conformément aux normes internationales pour éclairer les lois, les politiques et les programmes

OUTCOME 6: Les organisations de défense des droits des femmes et des filles et de la société civile, y compris celles représentant les jeunes et les groupes confrontés à des formes croisées de discrimination / marginalisation, influencent et font progresser plus efficacement l'égalité genre, l'autonomisation de la femme et de la fille et contribuent à l'élimination de la violence à leur égard.



Les chefs traditionnels et religieux présents lors du lancement national de l'Initiative Spotlight au Niger. Décembre 2019. Photo: Spotlight Initiative Niger/Aboubacar Magagi.

Programme Partnerships

L'un des éléments centraux du succès de l'Initiative Spotlight repose sur la solidité des partenariats établis entre les différentes parties prenantes du Programme (Gouvernement, Union Européenne, Nations Unies et Société Civile), ainsi qu'avec des partenaires non-traditionnels, tels que les médias, les organisations religieuses et le secteur académique. Comme indiqué ci-dessus, le Programme Spotlight au Niger se fait fort d'avoir accompagné la mise en place d'une véritable coalition d'acteurs de bonne volonté pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, sous le leadership du Gouvernement, au plus haut niveau.

Le président de la République affiche continuellement son engagement personnel et celui du Gouvernement depuis sa participation et sa prise de parole le 26 Septembre 2019 à l'évènement de haut niveau sur «les progrès et perspectives en matière d'élimination de la violence contre les femmes et les filles», organisé par l'Organisation des Nations Unies et l'UE en marge de la 74^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. « **Nous sommes engagés à mettre fin aux mariages précoces qui engendrent des conséquences notamment les grossesses précoces, les fistules obstétricales, les décès en couche, la mortalité infantile élevée, l'abandon de l'école....** Le Niger a très vite pris conscience de l'impérieuse nécessité d'inverser les tendances qui

nous tirent vers le bas...J'apprécie hautement l'Initiative Spotlight qui fait corps avec l'ambition du Gouvernement du Niger dont le combat contre ces pratiques dégradantes est connu de tous ».

Le Premier Ministre, pendant le lancement officiel du programme a sollicité la mobilisation de tout le Gouvernement et des responsables des Institutions autour de l'initiative Spotlight qui constitue une priorité pour l'Etat. Il a réaffirmé sa disponibilité, son engagement à accompagner toutes les parties prenantes et les acteurs dans l'atteinte des résultats.

La Ministre de la Promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant mobilise conséquemment les autres Ministères sectoriels, les institutions de l'Etat impliqués dans le vaste chantier de l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles au Niger pour leur participation effective et leur disponibilité lors des sollicitations techniques et de plaidoyer. Elle entreprend des rencontres bilatérales avec l'Ambassadeur de la DEU, la Coordinatrice Résidente du Système des Nations des Unies (SNU) pour apprécier le niveau d'exécution et faire lever les obstacles institutionnels et opérationnels pour l'atteinte des résultats. Les résultats de ses visites de terrain ont contribué à la motivation pour l'adhésion des acteurs au programme au niveau des Régions et communes, à l'engagement des populations à soutenir le programme et à l'assurance des bénéficiaires en réitérant que personne ne sera laisser de côté.

Plusieurs partenariats ont été établis avec les Ministères sectoriels pour faciliter la mise en œuvre du Programme de l'Initiative Spotlight. Il s'agit de ;

- Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance pour la coordination générale du Programme d'une part et d'autre part pour appuyer la mise en œuvre des activités du Programme à travers ces services régionaux ;
- Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement pour la mise en œuvre du programme Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM). Ce partenariat a permis d'identifier les latrines des écoles à réhabiliter avec l'appui du Ministère de l'Enseignement primaire de réviser les modules de formation et de sensibiliser sur la GHM pour y intégrer la dimension VBG de même que la formation des jeunes filles et garçons déscolarisés sur la production locale des kits hygiénique pour leur réinsertion socioéconomique et contribuer à réduire l'absentéisme des jeunes filles à l'école pour cause de menstruation ;
- Le Ministère de l'Enseignement primaire pour appuyer l'intégration de la dimension VBG dans les curricula de formation et la sensibilisation des

acteurs de l'école et les communautés sur le contenu du décret portant protection de la jeune fille en cours de scolarité et la mise en place des mécanismes de prévention des VBG en milieu scolaire ;

- Le Ministère de la Justice à travers l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) pour la mobilisation de tous les acteurs du secteur judiciaire (barreau des Avocats, Magistrats, Procureurs et Présidents des Tribunaux) pour la prise en charge juridique des femmes et des filles victimes de VBG ;
- Le Ministère de la Sécurité à travers les commissariats de police, les gendarmeries pour la gestion des cas ;
- Le Ministère de la santé pour la prise en charge médicale des survivantes de VBG référées dans les centres de santé et le traitement des Fistules Obstétricales.

Afin de refléter l'association de l'Union Européenne et des Nations Unies au niveau global, qui a donné naissance à l'Initiative Spotlight, un partenariat solide a été établi au niveau national entre la Délégation de l'Union Européenne et les quatre agences des Nations Unies (UNDP, UNWOMEN, UNFPA et UNICEF) et le Bureau de la Coordinatrice Résidente des Nations Unies. Cette initiative permet à l'Union Européenne d'aller au-delà de son rôle de donateur et d'être un partenaire à part entière. La DUE est fortement impliquée avec toutes les parties prenantes dans le suivi des activités, la finalisation des documents et outils technique, la contribution aux recherches de solutions pour les goulots d'étranglements observés. Elle participe aux réunions techniques et aux réunions du Comité de Pilotage avec des avis non seulement de donateur mais plus de conseiller technique.

Dans le cadre de la gouvernance du programme, un Comité de pilotage a été établi pour guider et superviser la mise en œuvre du programme national de l'Initiative Spotlight. Les membres du Comité de pilotage sont la Coordinatrice Résidente des Nations Unies, le Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, le Ministre de la Santé Publique, le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre du Plan, le Ministre de l'Enseignement Primaire, le Ministre des Enseignements Professionnels et Techniques, le Ministre des Enseignements Secondaire, des représentant.es de l'UE, des représentant.es des quatre Agences bénéficiaires des Nations Unies , et des représentant.es des organisations/réseaux de la société civile. Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant assure la présidence du Comité de pilotage. Avec le soutien de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies, ce Ministère assure ainsi le processus d'appropriation nationale

et garantie l'alignement avec la gouvernance d'autres programmes nationaux.

Le Comité de pilotage s'est réuni à deux reprises en février et en novembre 2019. Ses principaux résultats sont : (i) l'adoption du Document de programme révisé ; (ii) l'adoption du plan de travail et Budget Annuel 2019-2020 (iii) la validation des Communes d'interventions et leurs critères de sélection; (iv) la validation de toutes les notes techniques ayant servi à la révision du document programme et (v) l'appréciation du niveau de réalisation du programme par pilier. Ces réunions ont connu la participation de tous ses membres. La révision du programme a été approuvée le 18 novembre 2019. Le Comité de pilotage a engagé tous les acteurs de mise en œuvre à assurer une coordination adéquate sur l'Initiative Spotlight et une mise en œuvre participative du programme. Les membres du Comité ont affiché leur disponibilité pour les visites de terrain afin d'apprécier les effets des interventions sur les bénéficiaires, mobiliser les acteurs techniques et administratifs dans les régions.

Le comité technique est fonctionnel. Il est dirigé par la Coordinatrice Résidente des Nations Unies avec comme Co-lead le Secrétaire Général du MPFPE. Il est composé des membres du Groupe Technique Genre et Droits Humains, les points focaux des Agences des Nations Unies, la DUE, le Représentant (e) des associations des victimes de VBG, le Représentant (e) élu des organisations et réseaux de la société civile, le Représentant(e) du cadre de concertation des intervenants en matière de VBG, le Conseil Islamique du Niger, le Représentant(e) des églises, le Représentant de l'ACTN, les Représentants Ministères sectoriels, les Représentants Police – Gendarmerie – Barreau National, les Représentants des ONGs de mise en œuvre. Ses principales attributions sont de d'analyser les rapports de mise en œuvre et les consolider, d'identifier les défis liés à la mise en œuvre et proposer des solutions ; de faire une validation technique de tous les documents produits en vue de leur soumission au Comité de Pilotage ; d'organiser les revues semestrielles et annuelles du plan de travail et de conduire des missions conjointes de suivi sur le terrain. Le Comité Technique a tenu deux réunions en présence de tous ces membres pour préparer et valider tous les documents et points soumis au Comité de Pilotage. Ces réunions ont permis d'améliorer significativement les documents soumis aux Comité de Pilotage, d'assurer la prise en compte des besoins spécifiques de chaque secteur concerné et l'implication des acteurs clés dans la vision du Leave No One Behind en exemple de la Fédération des personnes vivants avec un handicap et enfin de ressortir des recommandations pour assurer une mise en œuvre efficace des activités du Programme.

Le partenariat avec la Société Civile est un élément crucial de la stratégie de

l'Initiative Spotlight, non seulement parce qu'il reflète la « Nouvelle manière de travailler » promue par la Réforme du Système des Nations Unies, mais aussi parce que la nature de l'Initiative en fait une condition de l'élimination des VBG. Ce partenariat est illustré à trois niveaux : par le Groupe de Référence des Organisations de la Société Civile (OSC), d'une part, par l'engagement d'organisations expertes dans le secteur comme partenaires de mise en œuvre et enfin à travers les activités du Pilier 6. Le Groupe de référence, qui joue un rôle de conseil et de suivi de l'Initiative, a notamment été salubre dans le processus de révision du document de Programme grâce à la capitalisation de leurs compétences en matière de violences faites aux femmes et aux filles. Ce groupe informe la Société Civile et distille des informations régulières en direction du Programme, pour partager les déterminants porteurs de résultats dans le cadre de l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles et en s'assurant de l'implication des hommes et des jeunes garçons.

Des partenariats ont été noués avec la Société civile et avec sept ONG pour 2019, à savoir APBE, SOS-FEVVF, PLCE/F, SongES, ACTN, AEDL Espoir et APAC/Niger. Ces partenaires de mise en œuvre interviennent notamment dans la sensibilisation des populations et des cibles en matière de VBG, de santé de la reproduction, de l'identification des organisations de jeunes dans les zones d'intervention du Programme, de l'identification des Organisations de la Société Civile et des mouvements des femmes œuvrant pour la défense des droits des femmes et des filles, de renforcement des potentialités et des compétences des filles de 10-19 ans déscolarisées et non scolarisées et de protection de la famille. SongES Niger a été utilisée pour la cartographie des associations et organisation de la société civile existantes dans les régions du programme tout en identifiant leurs besoins de renforcement des capacités.

Avec les leaders religieux, le partenariat a été renforcé pour améliorer les compétences en vue d'éviter les mauvaises interprétations des textes religieux sur la santé de la reproduction, les violences basées sur le genre et, de manière générale, les inégalités de genre. Ils organisent des prêches et participent à des débats radio diffusés sur les thématiques de protection de la famille et des VBG notamment dans les domaines du mariage d'enfants, d'accès aux services de la santé de la reproduction pour les adolescentes et du maintien des filles à l'école.

Les chefs traditionnels et les leaders religieux sont ainsi devenus des agents de changements en matière de normes et de pratiques néfastes telles que les mariages des enfants et les VBG. Ils se sont engagés à établir des plans d'actions locaux dans leurs localités respectives pour mieux prendre en charge ces questions.

L'équipe du Programme a également établi un processus d'information et de mobilisation des acteurs du secteur privé et des médias, afin d'entreprendre des actions de plaidoyer, d'explorer des opportunités de collaboration et d'accompagner le changement institutionnel de ces acteurs importants de la société nigérienne. Les fruits de ces partenariats seront particulièrement attendus en 2020. Cependant, on peut déjà noter le travail effectué avec 20 radios de proximité des régions qui travaillent avec des influenceurs (Chefs traditionnels et religieux) sur les thématiques VBG, lors des débats radiodiffusés qui sont organisés.

La mise en place d'un partenariat solide et productif avec les ONGs de mise en œuvre a nécessité un investissement conséquent de la part de l'équipe des Nations Unies. En particulier, l'équipe a dû renforcer les capacités des ONG car une certaine hétérogénéité a été identifiée en terme de connaissances sur les thématiques de VBG (confusion entre viol et agression sexuelle, classement de MGF en tant qu'agression sexuelle, prise en compte des FO comme conséquences des VBG, la non perception tangible du déni de ressources, la collecte des données). Une séance de renforcement intégré des capacités avec des exercices pratiques a eu lieu avec les responsables des ONGs et certains de leurs membres ce qui a permis de les outiller dans l'exécution de leurs activités. Les connaissances acquises ont porté sur la définition/ les types/les déterminants des VBG. Les principaux résultats de l'étude « ampleur et déterminants des VBG au Niger, 2015 » ont été partagés et ont servi pour illustrer les pratiques des violences faites aux femmes et aux filles. Les preuves de déni de ressources ont porté sur des exemples tels que le nonaccès des femmes et des filles aux services de santé notamment la planification familiale et les accouchements en milieu médicalisé, la non scolarisation et l'abandon des filles à l'école. Pour ce qui est de la collecte des données, des exercices ont portés sur le remplissage des fiches, registre qui prennent surtout en compte le sexe, l'âge des survivantes de VBG. Les missions des Agences sur le terrain continuent d'être des occasions de corrections des limites sur site.



Représentants du gouvernement du Niger, de l'ONU, de l'UE et de la société civile au lancement national de l'Initiative Spotlight. Niamey, Niger. December 2019. Photo: Spotlight Initiative Niger/Aboubacar Magagi.

Results

Overarching Narrative: Capturing Broader Transformation

Pendant cette première année de mise en œuvre, le Programme Spotlight s'est attaché à générer des résultats dans le cadre d'une triple stratégie :

- Une stratégie scientifique d'intervention basée sur l'évidence : le programme a consolidé les évidences existantes et réalisés deux études de planification et une série d'exercice de cartographie des actions passé et des parties prenantes, afin de constituer un socle englobant l'analyse quantitative et qualitative, socio juridique, socio anthropologique, technique et institutionnelle. Cette recherche permet de disposer des données quantitatives et qualitatives pour apprécier les progrès entre la situation initiale et les situations ultérieures à la survenue du programme.
- Une stratégie concertée de renforcement des capacités : Le diagnostic de la faiblesse institutionnelle des acteurs clés du secteur, partagé par l'ensemble des experts et observateurs, a amené le programme

à prioriser une stratégie ambitieuse coordonnée de renforcement des capacités, concernant notamment en priorité les personnels des administrations et services publics, les leaders politiques, les leaders communautaires et religieux, les leaders de la société civile et les relais communautaires

- Un processus de changement continu : Les activités mise en œuvre en 2019 et les premiers changements observés sont mus par la dynamique du changement social dont le processus s'articule autour de l'identification des déterminants (agents, facteurs, conditions, inhibiteurs et facilitateurs). L'équipe de l'initiative Spotlight s'est appuyée sur les méthodes de programmation suivantes : (i) la planification systématique à cycle trimestriel des interventions, (ii) la mise à niveau des prestataires, bénéficiaires et groupes cibles pour poser les actes décisifs quant au changement attendu, (iii) la mobilisation multisectorielle inclusive des parties prenantes (alliances stratégiques avec les forces du changement), (iv) la communication et le plaidoyer, (v) la mise en place d'un mécanisme d'efficience/durabilité à travers l'intégration des services dans les structures existantes qui incluront la prévention et le traitement.

A ce stade, il faut considérer que les structures institutionnelles de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de lutte contre les VBG sont en place. En outre le programme a déjà commencé à former une cohorte de fonctionnaires des institutions et de prestataires de services essentiels qui seront la cheville ouvrière du changement institutionnel dans la prise en charge holistique des violences faites aux femmes et aux filles. De plus, des figures influentes (leaders communautaires et religieux, figures médiatiques, leaders d'opinions, hommes/femmes politiques reconnus) ont formé une coalition et ont commencé à utiliser les éléments de langage et messages-clés du programme pour accompagner le changement des normes sociales dans les zones d'intervention.

Un dialogue nouveau s'est établi entre la société civile, les acteurs du développement et le gouvernement sur les VBG. Les modalités pratiques pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles seront bientôt contenues dans une feuille de route qui donnera de la substance au de travail des OSC et du Groupe de référence.

Le centre multifonctionnel de la région de Tillabéri qui concentre en un seul et même espace les services de prise en charge médicale, psychosociale ainsi qu'une assistance juridique et judiciaire pour les VBG rapproche les

services essentiels des populations. Il a déjà pris en charge de façon holistique plusieurs survivantes. Les leçons tirées du fonctionnement de ce centre seront utilisées pour la mise en place des trois autres centres (Maradi, Zinder et Tahoua).

La Coordinatrice Résidente du Système des Nations des Unies n'a ménagé aucun effort pour amener de façon régulière toutes les Agences dans la vision de la réforme des Nations Unies. Elle a continuellement attiré sur l'utilisation des résultats des **études mieux orienter les interventions et être dans la logique du Leave No One Behind**. Sous son leadership, les Agences ont élaboré un plan d'accélération des activités orienté vers l'atteinte des résultats par la synergie des actions. Les Termes de référence pour la mise en œuvre des activités circulent entre les Agences pour réduire les coûts de transaction, prendre en compte les avantages comparatifs, éviter les doublons, créer des complémentarités et favoriser un dialogue permanent entre les Agences. Cette disposition a permis à la **Coordinatrice Résidente de parler au nom des Nations Unies lors des actions de plaidoyer et de présenter la contribution des Nations Unies dans l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles**.

Capturing Change at Outcome Level

Outcome 1: Legal and Policy Framework

L'environnement politique et légal en matière de Genre a été examiné lors des échanges avec la CAPEG pendant la révision du programme. Le Niger s'est doté de plusieurs politiques et stratégies dans les domaines du genre, de l'autonomisation des femmes et filles, de la lutte contre les violences basées sur le genre, de la promotion de la santé et de l'éducation notamment des filles¹⁰

Sur cette base, les activités ont été développées pour améliorer le cadre Politique et Légal des femmes et des filles.

En raison de l'importance de la représentation des femmes à **des positions électives et de décisions dans les institutions pour le traitement des questions de violences faites aux femmes, le Programme Spotlight s'est**

¹⁰ la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive Niger 2035 ; le Plan de Développement Economique et Social (2017-2021), la Politique Nationale de Genre ; la Stratégie Nationale de Prévention et de Réponse aux Violences Basées sur le Genre au Niger ; la Stratégie Nationale d'Autonomisation Economique de la Femme ; la Stratégie Nationale d'éradication de la fistule génitale féminine ; le Plan Stratégique pour mettre fin au mariage des enfants ; le décret portant protection de la jeune fille en cours de scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans

mobilisé en soutien des activités de plaidoyer sur les quotas. Ces efforts se sont trouvés récompensés par le vote par l'Assemblée Nationale de la nouvelle loi n° 2019-69 du 6 Décembre 2019 sur les quotas modifiant et complétant la loi n° 2000-008 du 7 juin 2000 instituant le système des quotas aux postes de décision électifs et nominatifs au gouvernement et dans l'administration d'État. Cette nouvelle disposition de loi, agit favorablement sur les quotas qui passent de 15 à 25% de l'un ou l'autre sexe aux postes électifs et de 25 à 30% pour les postes nominatifs. En particulier, cette réforme a été possible grâce aux appuis fournis par le Programme Spotlight au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant pour la production de l'argumentaire présentée au conseil des Ministre et les actions de plaidoyer faites auprès de l'Assemblée Nationale pour l'ouverture des sessions ordinaires. Il est attendu qu'une plus forte représentation des femmes au Parlement, au Gouvernement et dans les institutions nationales chargées des violences faites aux femmes et aux filles devrait permettre une meilleure prévention et réponse, ainsi qu'une plus grande sensibilité à leurs besoins.

Constatant certaines faiblesses du cadre légal et réglementaires concernant les jeunes filles, les équipes du Programme Spotlight en coordination avec les organisations de la société civile ont également soutenu le processus de renforcement du cadre légal de protection et maintien de la jeune fille en cours de scolarité, confirmé par la signature de l'arrêté conjoint n° 000025/MEP/A/PLN/EC/MES/MEP/T du 04 février 2019 modifié par l'arrêté n°00335 du 22 août 2019 précisant les conditions de protection, de soutien et d'accompagnement de la jeune fille en cours. La modification de l'arrêté a porté sur l'obligation faite aux chefs d'établissement et directeurs d'école de signaler tous les cas de violences sur les filles, les sanctions en cas de non-respect et le retour de la jeune fille à l'école après l'accouchement au cas où celle-ci se retrouverait enceinte. Le décret adopté en 2017 et le présent arrêté ont fait l'objet de vulgarisation dans les régions cibles de l'initiative spotlight, ce qui a permis de toucher plus de 500 établissements scolaires et centres de formation des 15 communes et 75 villages des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Les parents, les élèves et les acteurs autour de ces écoles ont une meilleure connaissance du contenu du décret et son arrêté d'application. Des stratégies pour une bonne application des dispositions du décret et ses arrêtés opérationnels ont été identifiées à travers l'organisation de cinq assemblées communales. Grâce à ces échanges, 25 plans villageois de prévention et lutte contre les violences basées sur le genre ont été élaborés et intégrés dans les plans de travail des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires (COGES). De même, sur le plan institutionnel, des mécanismes de prévention et de prise en charge et de référencement des cas ont été mis

en place dans les écoles sensibilisées. La présence de ses mécanismes va favoriser l'amélioration des connaissances des élèves, notamment des filles sur les VBG, leur prise en charge holistique et surtout la dénonciation.

Le cadre légal a également été renforcé, sous l'impulsion conjointe de Spotlight et d'autres acteurs du développement au Niger, avec l'adoption, en date du 26 juillet 2019, du décret n°2019-408/PRN/MSP portant modalités d'application de la loi n°2006-16 sur la santé de la reproduction et la signature de l'arrêté n°089/MSP/SG/DGSR/DSME du 15 septembre 2019 déterminant les méthodes et moyens contraceptifs autorisés au Niger et les conditions de leur dispensation. Les articles 11 et 12 de cet arrêté précisent, respectivement, que les adolescentes mariées qui le souhaitent peuvent bénéficier des moyens contraceptifs de leur choix sans être accompagnées de leurs parents ou leurs maris. Il en est de même pour les personnes indigentes et les jeunes filles mineures qui nécessitent une assistance juridictionnelle ou juridique concernant leur statut marital.

Outcome 2: Governance

Les structures institutionnelles chargées de mettre en œuvre l'action étatique de prévention et réponse aux violences faites aux femmes et aux filles est tributaire d'une dynamique continue de renforcement de ses capacités en matière de planification et de financement des interventions. L'administration décentralisée quant à elle doit être capable d'intégrer les besoins des communautés dans le cadre des pouvoirs qui lui sont alloués, en coordination avec les actions du pouvoir national. Du fait du retard encourus dans les premiers mois de 2019, l'équipe Spotlight s'est focalisée sur l'examen des faiblesses institutionnelles et sur les goulots d'étranglements entre le rôle du pouvoir central et des autorités locales. Cet examen a permis la planification d'une stratégie de renforcement des capacités institutionnelles, ainsi que sur la budgétisation sensible au genre, qui généreront la plupart de leurs **résultats en 2020**.

Cependant, cette stratégie a déjà permis de renforcer la collaboration entre les acteurs pour assurer une meilleure synergie des interventions en matière de lutte contre les VBG et l'autonomisation économique des femmes et des filles par la mise en place d'un cadre de concertation qui s'appuie sur la Stratégie Nationale de l'Autonomisation Economique de la femme (SNAEF) et de son plan d'action 2018-2022. Ce cadre pour l'autonomisation des femmes et des filles a été officiellement mis en place avec un arrêté signé par la Ministre PFPE. Il est composé des ministères sectoriels clés, des PTF, des ONG nationales et internationales et Associations œuvrant

dans le domaine du Genre. Le cadre a tenu sa première réunion et 4 groupes thématiques ont été mis en place. Il s'agit du groupe de (i) Renforcement du dispositif de coordination, de suivi et **évaluation** et de partenariat ; (ii) l'accès des femmes aux équipements pour la transformation et conservation des produits agro sylvopastoraux et débouchés ; (iii) l'entrepreneuriat féminin et l'accès des femmes aux opportunités et aux emplois décentés et (iv) le renforcement du contexte socioculturel, juridique et institutionnel favorable à l'autonomisation économique). Les résultats des réflexions des groupes alimentent les documents de stratégies et de politiques en matière de Genre et fournissent des orientations sur les solutions pratiques à apporter aux défis d'autonomisation des femmes. Un mapping des intervenants est en cours d'élaboration pour identifier les acteurs, leurs domaines d'intervention et leurs localités d'implantation afin de mieux structurer la coordination dans le domaine de l'autonomisation des femmes et des filles, déterminer les zones sans couverture et les combler, harmoniser les interventions et uniformiser les outils de collecte des données.

Ayant identifié une faiblesse dans la concertation et dans l'appui technique sur les problématiques de genre dans les Ministères Sectoriels, le Programme soutient les unités opérationnelles dénommées « **Cellule Genre** » de tous ces ministères au niveau national. Un cycle de formation et de sensibilisation a également été développé et réalisé pour améliorer leur coordination et les mobiliser sur les questions de planification et de budgétisation sensible au genre. Il reste à dérouler le plan de renforcement de leurs capacités afin qu'ils soient en mesure de conseiller sur l'allocation budgétaire adéquate pour les questions de VBG.

Outcome 3: Prevention and Norm Change

Comme indiqué dans le document de Programme, l'Initiative Spotlight propose de mettre en œuvre une stratégie concertée de changement des normes sociales à **tous les** différents niveaux du « **modèle écologique** » (individuel, relationnel, communautaire et de population) et suivant une approche coordonnée et cohérente. Cette stratégie est informée par l'étude des déterminants des VBG, permettant aux acteurs de mise en œuvre de comprendre les facteurs qui influent/exploquent les actes de VBG (Attitude, perception, etc.), d'élaborer des messages de changement de comportement accessibles et acceptables, et de mieux cibler les bénéficiaires y compris, ceux confrontés à des formes croisées de discrimination pour ne laisser personne de côté. Du fait du retard rencontré dans les premiers mois de 2019, cette étude n'a pu être conclue à temps, mais les données collectées et de

nombreuses recommandations déjà disponibles forment le fondement des résultats décrits ci-dessous.

La mise en œuvre d'approches communautaires à impact rapide et durable permet d'obtenir les résultats de changement de comportements positifs sur les bénéficiaires directs et indirects dans les régions. Le fonctionnement de ces stratégies est défini ci-dessous et les résultats auxquels ils contribuent à atteindre sont présentés sous trois axes (i) le travail des leaders traditionnels et religieux, (ii) la mobilisation d'ensemble et (iii) les adolescents et les jeunes.

En ce qui concerne les actions des **leaders traditionnels et religieux**, le programme a lancé un cycle d'interventions de plaidoyer et de mobilisation sociale. Elles ont permis aux chefs traditionnels et leaders religieux de contribuer à la promotion des pratiques, attitudes et comportements favorables à la prévention et l'élimination de toutes formes de violences, en particulier, celles basées sur le genre. En effet, le Spotlight dans le cadre de la coopération Sud-Sud, a financé une visite d'échanges de 11 chefs religieux du Niger au Tchad. Ce pays a été choisi pour les similitudes socio culturelles et la meilleure collaboration existante entre les guides religieux de ces deux pays. Il a été question de s'inspirer de la bonne expérience du Tchad en matière d'utilisation des préceptes en Islam dans la lutte contre les VBG et la protection de la famille. La restitution des résultats du voyage a été faite en la présence de plusieurs autres chefs religieux dans les régions et un plan d'argumentaire a été élaboré pour la mise en œuvre de leurs actions dans leurs localités respectives. Ce plan comporte l'intégration des thématiques VBG/santé sexuelle des adolescents et des jeunes et protection de la famille dans les prêches et sermons, le développement du kit des messages sur les VBG/santé sexuelle des adolescents et des jeunes et protection de la famille basées sur les fondements religieux à diffuser et le renforcement des capacités des autres chefs religieux dans les régions.

Le Programme collabore également avec l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN). Cette entité fait partie de la structure administrative et juridique nationale. La chefferie traditionnelle est un acteur stratégique, reconnue comme une institution gardienne des valeurs traditionnelles, locales, les plus représentatives. Le programme Spotlight a renforcé le partenariat avec les Chefs traditionnels en les rendant vecteurs importants du changement social et de comportement dans leur milieu. Ils se déplacent de localités en localités pour sensibiliser les populations sur les thématiques VBG. Ils accueillent les survivantes de VBG pour dénonciation et assurent le référencement pour des services essentiels. Ils **établissent et diffusent des circulaires condamnant et interdisant les pratiques des VBG** dans leurs

localités. Leurs actions dépassent le cadre de sensibilisation et prennent en compte les interpellations dans les comportements négatifs.

Leurs actions ont permis à 14 552 personnes dont 5 257 femmes/filles d'être sensibilisées sur les thèmes de la scolarisation et le maintien des filles à l'école, de la cohésion sociale dans les familles, du mariage des enfants, du mariage forcé et des différentes privations faites aux femmes et aux enfants. Les populations n'ont plus peur de dénoncer les VBG ; soutiennent les survivantes dans leurs actions de lutte contre l'impunité et les survivantes elles-mêmes ont l'informations sur les services essentiels de prise en charge.

En exemple, Le programme Spotlight a appuyé la diffusion et la sensibilisation sur l'arrêté de l'honorable chef de Canton d'Illela, Yacouba Habibou Oumani, contre le mariage des enfants dans la région de Tahoua, a permis à une quarantaine de mariages d'enfants d'être annulés et parmi ces filles, la majorité poursuit correctement les cours dans la sécurité.

Lors de la célébration de la campagne internationale les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, une dynamique entre la société civile et les leaders religieux a été créée. Le programme Spotlight a soutenu l'ONG SOS-FEVVF dans l'organisation de 40 émissions-débats et 920 diffusions à travers 20 radios communautaires avec la participation directe de 160 panelistes aux débats et de 240 000 cibles indirectes au moyen de la diffusion de sujets sur le phénomène des VBG, leurs causes, leurs conséquences et les moyens pour lutter contre. Les auditeurs ont eu droit à l'information, à la réalité sur les VBG, à réduire leur banalisation et à ne plus être indifférent aux problèmes de VBG.

Le programme a également financé les actions des plateformes multi acteurs, l'Approche communautaire de la protection de l'enfant (ACPE) et les clubs Dimitra pour la mobilisation d'ensemble sur les VBG et la protection de la famille.

L'Approche communautaire de la protection de l'enfant (ACPE) est un programme éducatif non formel qui vise à renforcer les capacités et les compétences des communautés, y compris les adolescentes et les femmes, pour favoriser le respect des droits des femmes et des filles, l'égalité des sexes, les relations respectueuses, la résolution pacifique des conflits et l'abandon des pratiques néfastes à leur santé et bien-être. Dans chaque village un groupe de référence constitué de 30 femmes, 30 hommes, 30 filles et 30 garçons qui vont être les catalyseurs de changement est mis en place. Les sessions sont animées par un FACilitateur COMmunautaire (FACOM) recruté et formé pour la circonstance et qui va vivre au sein de la communauté pendant toute

la durée de mise en œuvre (8 à 9 mois). Celui-ci ne doit en aucun cas être issu du village, mais doit parler la langue locale. Une structure de gestion au sein de chaque village est mise en place pour accompagner et faciliter le travail du FACOM tout au long de la mise en œuvre et qui prendra le relai une fois que celui-ci se serait retiré du village. L'animation des sessions s'effectuent 3 fois par semaine/groupe à raison d'une durée de 1h30 à 2h et chaque groupe choisi librement ses plages horaires. Tout au long de la mise en œuvre les participants identifient leurs pratiques qui sont en contradiction avec les apprentissages reçues et élaborent un plan d'action pour y mettre fin. Ce plan d'action est ensuite présenté à la communauté au cours des assemblées communautaires qui le valide et s'engage à sa mise en œuvre. Ces assemblées communautaires constituent une occasion pour les femmes et les filles de prendre la parole pour partager leurs points de vue.

Les Clubs Dimitra ou clubs d'écoute communautaires sont constitués de femmes, jeunes (filles et garçons), hommes. C'est un cadre de concertation inclusive dans lequel sont menées des réflexions approfondies sur les préoccupations de la communauté principalement sur la prévention des VFFF/VBG/PN en présence de l'autorité villageoise (chef du village de préférence). Les clubs organisent des sessions une fois dans le mois. Les clubs permettent à la population de répertorier toutes les violences à l'égard des femmes et des filles dans les ménages et au sein des communautés. Ils les décryptent, relèvent les causes, les facteurs d'amplification et d'accentuation, définissent la solution optimale pour chaque situation et déterminent les mécanismes endogènes de préventions et de référencement de toutes les violences répertoriées. Les actions des Clubs Dimitra mobilisent les populations sur les VBG/PN. Elles aident dans la prévention des VFFF/VSBG/PN et au changement positif des normes sociales, des attitudes et comportements en matière de genre.

Les interventions pour assurer la **mobilisation d'ensemble** sur les VBG et la protection de la famille ont engendré les résultats.

Les renforcements de capacités reçus par les facilitateurs communautaires sur les droits humains, le développement et les besoins de l'enfant aux différents stades de son évolution, la santé de la femme et de l'enfant, la protection de l'enfant et les pratiques néfastes leur ont permis d'animer des causeries éducatives qui ont amélioré les connaissances de 4 849 acteurs (filles, garçons, femmes et hommes) pour faire d'eux des agents de changement dans leurs communautés.

Dans le cadre du dialogue communautaire, dans 20 villages, 1 625 personnes ont été mobilisées et sont capables de faire leur propre analyse de la

problématique des VBG et de formuler des mesures adaptées et durables pour leur élimination et l'adoption de comportements positifs.

Dans les 4 régions d'intervention du Spotlight 10 plateformes multi-acteurs regroupant 96 membres dont 38 femmes et 100 clubs Dimitra (région de Maradi-Arrondissement communal I et II- et de Zinder - Arrondissement communal II et Commune rurale de Gouna) ont été mis en place pour sensibiliser les communautés pour un changement de comportement, faire des plaidoyers et mettre en œuvre des actions conjointes de lutte contre les VBG. Au total 3 000 personnes dont 1 770 femmes et filles ont acquis de nouvelles connaissances sur les VBG, s'engagent à avoir des attitudes positives à l'égard des femmes et des filles et sont prêts à dénoncer et à renoncer aux règlements à l'amiable des VBG.

Le programme Spotlight a soutenu les interventions dans les espaces sûrs et les activités sur le théâtre populaire à l'endroit des adolescents et des jeunes.

Un Espace Sûr, est un endroit identifié dans la communauté, de commun accord avec les autorités et où les adolescentes, déscolarisées ou jamais scolarisées, mariées ou non mariées âgées de 10 à 19 ans, reçoivent un enseignement non formel. Le renforcement des capacités se déroule sur 7 mois et est dispensé en 28 sessions hebdomadaires. Les cours portent sur les Compétences de vie courante, la Santé de la Reproduction et la Nutrition de l'adolescente, les capacités financières et le genre et les droits humains. Les adolescentes bénéficient des cours d'alphabétisation et une initiation aux Activités Génératrices de Revenus.

L'encadrement des adolescentes est assuré par un mentor de sexe féminin qui est issue de la communauté. Elle est âgée de 25 à 40 ans et constitue un modèle pour les adolescentes. Les mentors ont un niveau d'étude secondaire et doivent être reconnues et positivement appréciées par la communauté.

Quant à l'agent d'alphabétisation, il doit être titulaire d'une attestation d'un centre de formation en alphabétisation ou avoir le niveau 3ème du secondaire avec au minimum de 5 ans d'expérience en éducation alternative ou non formelle. L'existence de marraines (femmes âgées d'au moins 40 ans) est obligatoire comme des confidentes pour les adolescentes.

Le théâtre populaire interactif est pratiqué par les filles et les garçons scouts locaux dans des lieux publics en milieu urbain. Les acteurs et animateurs ont des aptitudes dans la communication et l'animation de masse. Les pièces ou représentations portent sur les thématiques de VBG (viol, mariage d'enfants, excision, non scolarisation et maintien des filles à l'école, accès des femmes et

des filles aux services de santé, violence physique, agressions sexuelles, ...). La forme interactive engage des débats entre les spectateurs, les acteurs et les animateurs. Cette option permet d'avoir des réponses à des préoccupations et de se retirer avec un ensemble de comportements jugés négatifs et d'obtenir de nouvelles perceptions positives. Le groupe des scouts possède un plan mensuel de passage qui est adapté en fonction de la demande des populations des quartiers. Les thèmes sont choisis avec les communautés en fonction de leurs besoins. La durée de la représentation d'une pièce théâtrale est d'une heure de temps et les échanges durent 30 à 45 minutes avec une synthèse de 30 minutes. C'est l'occasion de renforcer ses compétences en matière de VBG, d'avoir des conduites appropriées pour éviter d'être soit auteur soit victime de VBG. Cette initiative cadre avec le besoin d'information et de renforcement des populations surtout des adolescents et des jeunes ensemble sur les VBG, les conduites à tenir pour la prévention, la dénonciation et les services disponibles.

A l'endroit des adolescents et des jeunes, les interventions menées ont permis d'atteindre des résultats de changement positif de comportement et d'adhésion à la lutte contre les VBG.

Les sessions de sensibilisation animées par 34 jeunes scouts dans quatre quartiers de la communauté urbaine de Maradi et deux quartiers de Zinder ville à travers le théâtre interactif ont touché 2 220 personnes dont plus de 35% de jeunes filles. Les thèmes abordés sont : le viol de jeunes filles, phénomène récurrent dans les deux régions, la déscolarisation des adolescentes au profit du mariage, la vente ambulante des fruits et légumes par les jeunes filles qui les exposent au risque de viol. Les spectateurs ont des connaissances éclairées sur les droits humains et sur les VBG, sur les services essentiels de prise en charge, savent dénoncer les VBG, peuvent dire non au règlement à l'amiable et à l'impunité, peuvent refuser le mariage et la grossesse précoce et sont prêts à participer à la vie de leur communauté.

Dans le cadre de l'Initiative pour les Adolescentes du Niger « ILLIMIN Zaman Dunia : Le savoir pour la dignité », 19 100 adolescentes âgées de 10 à 19 ans les plus vulnérables déscolarisées et non scolarisées issues des 191 Espaces Sûrs dans les 4 régions d'intervention ont vu leurs potentialités et leurs compétences de vie renforcées en autonomisation par l'acquisition de plusieurs atouts/actifs sociaux, sanitaires, économiques et le changement social. Elles sont aptes à s'exprimer elles-mêmes en référence à leurs droits, à dénoncer les VBG, à appliquer les mécanismes de prévention contre les VBG notamment le mariage et la grossesse précoce et à participer à la vie de leur communauté.

Enfin, les actions de sensibilisation et de formation ont été renforcées avec l'intégration de la dimension VBG dans les 4 outils nationaux, à savoir : (i) le manuel de formation des formateurs, (ii) le guide d'animation des laboratoires de Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM), (iii) le manuel en grandissant et (iv) la roue des menstrues. Les versions du manuel en grandissant et l'outil de la roue des menstrues ont été traduites en langues nationales (Haoussa et Zarma) et distribuées aux acteurs pour faciliter les interactions, la participation et la compréhension des modules.

Outcome 4: Quality Services

Le programme a soutenu le renforcement des capacités des prestataires pour les services essentiels de VBG, a appuyé la mise en place de différentes structures de prise en charge des VBG et suscité la demande des services pour leur utilisation.

La prise en charge holistique des cas de VBG comprend les aspects psychosociaux, juridiques et judiciaires, sécuritaires, médicaux et de réinsertion socioéconomique. Cette exigence nécessite des ressources humaines spécialisées et qualifiées. Dans cette perspective, 252 personnels des services essentiels de la chaîne juridique et judiciaire (31 magistrats), du psychosocial (21 psychologues et 33 travailleurs sociaux), sécuritaire (44 gendarmes et 53 policiers) et de la santé (70 gestionnaires de cas) ont été renforcés sur les VBG, l'accompagnement psychosocial et la gestion des recours, l'audition des survivantes, l'écoute active et centrée sur les survivantes, la rédaction des procès-verbaux de qualité, le référencement et le suivi des cas. En plus, les capacités de 68 parajuristes des régions de Maradi et de Tillabéri ont été renforcées sur les VBG, les facteurs de risque, les voies de recours et les services disponibles pour sensibiliser les communautés sur la dénonciation et l'accès aux services holistiques de prise en charge des VBG. Ces personnels ont été sélectionnés suite à un examen des services prioritaires et de par leur rôle clé dans la prestation de service aux femmes et aux jeunes filles survivantes de violence. Ces ressources humaines vont contribuer à améliorer directement la qualité de l'offre de service aux survivantes mais aussi servir d'exemples et de personnes références dans leurs équipes, transmettant leurs savoirs et améliorant la coordination. De plus, les capacités de 36 agents de santé dont 6 chirurgiens et 30 sages-femmes et infirmiers ont été renforcées sur la conduite à tenir devant un cas de FO simple et complexe y compris les soins pré et post opératoires, ce qui permet la disponibilité des services, d'assurer la qualité dans la prise en charge des

porteuses de FO et de rassurer les populations qu'on peut guérir de cette maladie.

Dans le cadre des services de proximité en milieu rural, 15 centres d'écoute ont été ouverts dans 15 communes. Les survivantes de VBG y accèdent pour les conseils sur la conduite à tenir pour une survivante de VBG, le service de soutien psychosocial, le **référencement aux services de prise en charge** avec ses principes de respect, de confidentialité, de sécurité et de non-discrimination pour rassurer les survivantes.

Le centre multifonctionnel pour la Région de Tillabéri est ouvert. C'est un lieu formel où les femmes et les filles se sentent physiquement et émotionnellement en sécurité et où elles ont accès à des services multisectoriels d'intervention sûrs et non stigmatisants (psychosociaux, juridiques, médicaux, d'informations sur des questions relatives aux droits et de renforcement des capacités pour l'insertion socio-économique). Il est ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Le personnel du centre est composé de : 2 psychologues, 1 gestionnaire des cas, 1 conseiller juridique, 2 travailleurs sociaux, 2 agents de sécurité. 1 animatrice et experte en réinsertion socio-économique et le personnel de soutien (2 cuisiniers, 2 manœuvres et 2 gardiens). Dans son fonctionnement, le centre respecte les 4 principes directeurs de prise en charge des VBG que sont la sécurité, la confidentialité, le respect et la non-discrimination.

Dans le cadre du Programme, 623 cas de VBG ont été pris en charge (11 cas de viols, 13 cas d'agressions sexuelles, 107 cas d'agressions physiques suite aux violences conjugales, 34 cas violences émotionnelles, 20 cas de déni de ressource lié à l'alimentation, 104 cas de mariage d'enfants annulés dont 56 cas avec des grossesses prises en charge au niveau du Centre de Santé Mère et Enfant de Tillabéri et 234 filles qui ont repris le chemin de l'école).

En matière de promotion de l'hygiène menstruelle dans les établissements scolaires, les latrines de 38 écoles dont 24 (1 école des sourds) dans la région de Maradi regroupant 15600 élèves (49% des filles) et 14 dans la région de Tahoua avec 3912 élèves (43% des filles) ont été réhabilitées sur la base des études techniques. Les filles utilisent correctement les latrines pour la gestion de leur hygiène Menstruelle. Au total 16 jeunes couturiers dont 14 filles de Niamey et de Djiradoua- Région de Maradi) ont été formés en production locale de kits hygiéniques ce qui les rend financièrement accessible.

Dans le cadre de l'application du décret qui autorise les adolescentes à avoir accès aux méthodes et moyens contraceptifs, une campagne de sensibilisation et de fournitures des services a été organisée dans la région de Tahoua. Les

chefs religieux, les chefs traditionnels, la société civile, les acteurs de la santé ont été fortement impliqués. Au total pendant 15 jours, 112 000 personnes ont été touchées par des messages facilitant l'accès des moyens contraceptifs aux adolescentes et 10 147 nouvelles acceptantes de la planification familiale moderne ont été recrutées (192 âgées de 10-14 ans, 2 884 âgées de 15-19 ans, 3 696 âgées de 20-24 ans et 3 375 âgées de plus de 25 ans).

Le Centre National de Référence des Fistules Obstétricales (CNRFO) est une structure de prise en charge (médicale, psychologique, chirurgicale et sociale), de formation et de recherche sur la fistule obstétricale. Il est basé à Niamey. Créé en 2008, il est chargé d'assurer la prise en charge médicale, chirurgicale et psychologique des femmes victimes de la fistule obstétricale, d'assurer la formation initiale et continue sur la fistule obstétricale, de participer à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique nationale d'éradication de la fistule obstétricale et de promouvoir la recherche sur la fistule obstétricale. Pour son fonctionnement le Centre dispose d'une Direction, d'une sous-direction, d'un Secrétariat, d'un service administratif, financier et du personnel, d'une sous-direction à la formation, d'une unité d'édition, d'impression et de l'informatique, d'un service médico chirurgical, d'une unité de stérilisation, d'un service de santé de la reproduction, d'un service psycho social, d'un service de kinésio thérapie, d'un laboratoire biomédical, d'une pharmacie, d'une cuisine, d'une buanderie et d'un service de sécurité. Les interventions chirurgicales des femmes atteintes de FO sont journalières.

Le camp de chirurgie pour les FO concerne la prise en charge des cas complexes de FO recrutés dans les régions qu'on regroupe dans un site pendant une durée de minimum 15 jours et de maximum 21 jours. Ces cas complexes sont sélectionnés lors des interventions chirurgicales de routine dans les centres de prise en charge des régions. Les Chirurgiens des régions viennent avec les cas de FO complexes qu'ils n'ont pas pu opérer. Le camp de chirurgie est considéré comme une stratégie qui permet l'offre de service de qualité surtout aux femmes porteuses de FO vivant en milieu rural tout en renforçant les compétences des équipes des régions dans la prise en charge des différents cas complexes de FO. C'est l'occasion de regrouper tous les acteurs de prise en charge de la FO des régions dans un même site en présence d'experts provenant du CNRFO. Les femmes et jeunes filles porteuses de FO complexes ont l'espoir de guérir et se considèrent ne pas être définitivement exclues de revenir à la vie sociale. En créant ces centres et pratiquant des opérations de FO dans le CNRFO et dans le camp chirurgical, on multiplie les points d'accès et améliore aussi la qualité de réponse aux

besoins des survivantes et des femmes et jeunes filles porteuses de FO.

En ce qui concerne la demande, la mobilisation sociale et la participation communautaire ont été renforcées. Les populations ont acquis des connaissances sur les fistules notamment les fistules obstétricales, les prolapsus, la détection des cas, les opportunités et sites de traitements, la prévention et l'accompagnement de la porteuse de fistule pour réduire sa stigmatisation.

Au total, 627 cas dont 347 cas de FO et 238 prolapsus ont été pris en charge au niveau des centres des 4 régions, au camp de chirurgie et dans le CNRFO. Le taux de succès pour le FO est de 85%. Les femmes atteintes retrouvent leur dignité et contribuent à la vie sociale et économique.

Outcome 5: Data

Le programme Spotlight investit en priorité dans la mise en place un système national unifié de collecte, d'analyse et d'utilisation de données comparables de qualité sur la VBG et les Pratiques Néfastes pour éclairer la prise de décision basée sur des preuves. Ce système doit s'appuyer sur de critères et protocoles méthodologiques harmonisés.

Dans cette perspective, sur l'initiative du Ministère de la Promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, un cadre de concertation des producteurs et utilisateurs des données regroupant toutes les parties prenantes (MPFPE, INS, les Directions de la Statistique des Ministères techniques concernés, la société civile, les chercheurs, les prestataires de services et les Agences UN) a été créé. Sa première action a porté sur la sensibilisation des responsables et agents des parties prenantes sur l'utilité des données sexospécifiques et notamment de VBG, sur la détermination des informations pertinentes, leur disponibilité et la qualité en vue de contribuer à la mise en œuvre efficace des Politiques Stratégies et Programmes et Plans Nationaux en matière de Genre et de Protection de l'Enfant. A cet effet, un kit d'Indicateurs de Genre incluant les VBG a été élaboré avec un plan de collecte de données. Pour chaque indicateur, une cartographie des acteurs disposant les données et un calendrier de collecte a été mis en place.

Les prochaines étapes porteront sur le renforcement de capacité de tous les acteurs/structures nationaux produisant des données Statistiques désagrégées selon l'âge, le sexe, le lieu, le statut socio-économique et le handicap sur les VBG et les Pratiques Néfastes conformément aux normes internationales et régionales en matière de traitement des données statistiques

et le plaidoyer en faveur d'une allocation budgétaire réaliste pour garantir que les données soient non seulement collectées mais aussi analysées et diffusées afin d'être utilisées pour informer les lois, les politiques et les programmes. Les activités de planification et de concertation réalisées en 2019 permettront de lancer ce cycle de formation en 2020.

Aussi, des études ont été réalisées dans les piliers 3 et 6 et les résultats permettent aux acteurs de mise en œuvre de comprendre les facteurs qui influent/exploquent les actes de VBG (Attitude, perception, etc.), de fournir des assistances socio culturellement adaptées, d'élaborer des messages de changement de comportement accessibles et acceptables, de réorienter des interventions et de mieux cibler les bénéficiaires y compris, ceux confrontés à des formes croisées de discrimination pour ne laisser personne de côté.

Outcome 6: Women's Movement

Le développement institutionnel et le renforcement organisationnel de la Société Civile sont enclenchés pour faciliter le réseautage des dites organisations, mieux coordonner les actions de plaidoyer, suivre et protéger les défenseurs des droits des femmes et des filles (DDF). A cet effet, la cartographie des organisations de la société civile (OSC) dans les 4 régions d'intervention a révélé l'existence de 344 organisations de promotion et de protection des droits des femmes et des filles dont 268 organisations de jeunes (255 associations simples et 13 réseaux de jeunes) et 76 OSC, qui sont désormais organisées comme relais direct du programme Spotlight et qui constitueront la ligne de front du Programme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Cette cartographie constitue la base du processus de dialogue et de concertation entre le Gouvernement, les partenaires du développement et la société civile.

Une plateforme dénommée « Plateforme des Femmes Leaders du Niger (PFLN) » a été conçue à partir du réseautage des organisations des DDF. Elle permet le dialogue intergénérationnel. Elle a été lancée avec la participation de 173 femmes et jeunes leaders représentant les différents secteurs de la vie sociale. Un point d'entrée de son action a été la sensibilisation des membres sur les enjeux de l'enregistrement biométrique pour les femmes, leur participation au processus électoral, la nécessité pour les femmes et les filles leaders à unir leurs efforts et à créer des synergies d'actions pour le respect des quotas des femmes.

Results Framework

Il sera généré par le Secrétariat du Spotlight à partir des données qui sont renseignées dans la platform JOTFORM en ligne. Le remplissage des données dans cette platform a été fait avec la participation de tous les points focaux des Agences suite à un renforcement des capacités sur l'utilisation pratique de la platform.

Beneficiaries

Indicative numbers	Direct (Targeted)	Indirect (Targeted)	Direct (Actual)	Indirect (Actual)	Comments/ Justifications
Women (18 yrs. and above)	700 000	2 000 000	19 523	73 871	
Girls (5-17 yrs.)	1 500 000	2200 000	32 768	81 484	
Men (18 yrs. and above)	1700	2 200 000	10 905	109 642	
Boys (5-17 yrs.)	400 000	1 400 000	12 667	74 092	Il faut noter qu'après la saison des pluies les garçons partent en exode vers les centres urbains ou à l'extérieur du pays
TOTAL	2 601 700	7 800 000	75 863	339 089	

Challenges/Difficulties Encountered and Measures Taken

Les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du Programme et les mesures prises pour y remédier sont les suivantes :

- Un autre défi a été mis en évidence dès les premières consultations visant à développer le Programme Spotlight : l'inexistence de données de qualité sur les VBG. Le Programme investit donc énormément dans ce domaine à travers son pilier 5. D'ores et déjà, une liste des indicateurs de VBG avec les métadonnées a été proposée par les acteurs de mise en œuvre et devra être validée par le cadre de concertation des producteurs et utilisateurs des données VBG.
- Le faible effectif des Travailleurs Sociaux et la précarité du statut contractuel de ceux qui sont en place ne favorise pas la pérennisation des acquis parce que ces derniers peuvent quitter à tout moment dès qu'ils ont un emploi plus stable. Pour y faire face, des actions de plaidoyer ont été proposées pour le recrutement du personnel au moins pour les communes d'intervention et le recours aux services des Volontaires des Nations Unies (VNU) ;
- Le temps mis pour la révision du document (8 mois) a impacté négativement la mise en œuvre des activités. Au préalable, il était prévu d'identifier chaque année 20 communes et 100 localités comme sites d'intervention. Le programme aurait mené des activités dans 20 communes avant que celles-ci soient reprises dans 20 nouvelles communes et localités, en abandonnant celles qui avaient été visées préalablement. Cette approche a été jugée inappropriée car ne pouvant pas générer des résultats à impact. Cette option avait énormément de limites surtout pour capitaliser les efforts continus en matière de changement de comportement avec la mise en œuvre des activités. Le nouveau ciblage des communes et des localités bénéficiaires a donc été lié au processus de révision. Sur demande de la Coordonnatrice Résidente et en concertation avec le Gouvernement, un plan d'accélération des activités a été produit par les acteurs de mise en œuvre.
- Du fait du retard pris dans la validation des révisions du Document de Programme, l'unité de coordination de Spotlight et les agences ont été contraintes de retarder la finalisation de leurs recrutements. Ce retard a

ralenti la mission de la coordination et l'exécution des activités au niveau des Agences pour absence de staff dédié malgré la bonne volonté des points focaux au niveau des Agences qui consacraient une partie de leur temps au Spotlight. Les agences se sont ainsi engagées à accélérer le processus de recrutement de l'Assistant Administratif et Financier, la prise de fonction de l'Assistant Administratif et Financier affecté à la Coordination et la prise de fonction du Chargé de Programme Bureau-Tahoua-Agadez ;

- Des difficultés de coordination des intervenants au niveau des régions cibles ont été identifiées et ceci a affecté négativement la synergie des interventions. Il a donc été suggéré d'accompagner les directions régionales en charge de la promotion de la femme à assumer leur rôle de lead au niveau des régions d'intervention avec tous les acteurs de mise en œuvre ;
- Les résultats des actions des Chefs traditionnels et chefs religieux sont sous documentés par le fait que le mécanisme de collecte des données existant à leur niveau a des faiblesses. Des registres pour recenser les faits désagrégés par sexe et âge liés aux VBG (types de VBG, référencement aux services, les annulations de mariage d'enfants) seront mis à la disposition des Chefs traditionnels et religieux qui identifieront une personne ressource qui sera formée à l'utilisation des registres. Cela se fera en collaboration avec l'ACTN. Chaque mois à une période indiquée la Direction Régionale de la Promotion de la femme et de la Protection de l'Enfant se chargera de collecter les fiches de rapport mensuels et procéder à leur compilation.

New Opportunities and Lessons Learned

- De nombreuses synergies ont été identifiées avec des investissements de la Banque Mondiale dans des secteurs d'activités complémentaires à l'Initiative Spotlight. Une solide coordination des actions entreprises et la régulière collaboration avec ces équipes ont permis de démultiplier l'impact des activités de plaidoyer et de bénéficier d'économies d'échelles dans certaines activités (notamment le renforcement du cadre légal et politique d'une part et le soutien aux institutions et prestataires de services, d'autre part).
- L'engagement d'autres partenaires (Gouvernement du Canada, NORAD, JICA, AFD) en faveur de la promotion de la scolarisation des filles et leur maintien dans le système scolaire renforce les actions et crée un environnement protecteur pour les filles ;
- L'adhésion des corps de métiers tels que la police, la gendarmerie et les magistrats au programme va réduire l'impunité, les arrangements à l'amiable et éviter la rupture dans la chaîne de prise en charge des survivantes de VBG ;
- Les étudiants sont des futurs cadres du pays. Ils sont aussi perçus comme influenceurs des jeunes. Aussi, ils expérimentent les violences dans leur environnement d'universités et de grandes écoles. Leur enrôlement comme des Défenseurs des Droits des Filles va systématiser en eux des réflexes de non pratique des VBG, de protéger depuis leurs cellule familiale les filles et être des champions en véhiculant des messages pour stopper les violences faites aux filles et les pratiques néfastes. Ce sera une approche avec slogan de «**leaders de demain pour zéro VBG**» à développer avec les étudiants pour une vaste campagne durant le programme.
- Les artistes chanteurs, animateurs Disc-Jockey sont de plus en plus jeunes et leurs fans sont majoritairement des jeunes. Les célèbres parmi eux lors des concerts de musique et chants arrivent à drainer une multitude de spectateurs. Quelques-uns sont engagés à travers leurs œuvres musicales pour dénoncer les VBG et diffuser des messages contre les violences faites aux femmes et aux filles. Il faut plus encourager cela en amenant quelques célébrités et ou artistes engagés à produire une œuvre officielle estampillée Spotlight pour le Niger.

- La deuxième phase du global programme to end child marriage (2020-2023) doit permettre de mettre à l'échelle les stratégies porteuses mises en œuvre dans le cadre de l'initiative spotlight. La synergie entre les deux programmes va se faire à travers la concentration des interventions dans les mêmes régions qui sont à forte prévalence du mariage des enfants (Maradi %89, Tahoua %77, Tillabéry %76 et Zinder %87) et des autres types de VBG. Etant donné qu'il y a 15 communes sélectionnées par région pour le spotlight et 5 villages par communes, le global programme va intervenir dans ces communes mais dans d'autres villages pour une complétude en couverture. Cela va aboutir à une importante masse critique de communautés engagées à éliminer le mariage des enfants et autres pratiques néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles y compris les VBG. Les fonds du global programme, permettent d'intervenir dans plus de 10 villages par an par commune. L'expérience de travailler déjà dans un certain nombre de villages avec la présence d'un FACOM et par le système de parrainage des villages avoisinants sont des atouts à capitaliser et étendre pour le changement des normes sociales défavorables à l'épanouissement des femmes et des filles.

Innovation and Promising or Good Practices

1. Appui à la diffusion et sensibilisation sur l'arrêté contre le mariage d'enfants dans le Canton d'Illela, dans la région de Tahoua. Depuis plus de trois ans, le chef de canton d'Illela combat le mariage d'enfants en l'interdisant dans sa circonscription. Il a élaboré une lettre circulaire N°002/CCI/2016 du 28/02/2016 contre cette pratique. Avec l'appui du Programme Spotlight, 226 chefs de villages ont été regroupés pour avoir une compréhension commune de l'arrêté et pouvoir le mettre en application dans les villages. Cette initiative est favorablement accueillie par les populations et donne des résultats et selon l'honorable Yacouba Habibou Oumani, chef de canton d'Illela, "Vous vous rappelez dans une circulaire j'ai interdit le mariage d'enfants dans tout mon canton. Aujourd'hui encore, je réitère cet engagement et c'est un combat auquel nous allons tous participer. Nous allons travailler avec les autorités administratives et les Agences des Nations Unies pour mettre fin au mariage d'enfants. Nos efforts ont déjà

permis à une quarantaine de mariages d'enfants d'être annulés dans le canton." Au regard de l'engagement des chefs traditionnels de ce canton, de l'intérêt accordé par les populations pour cette initiative qui est considéré comme élément sûr de changement de comportement et d'abandon de pratiques néfastes, l'ACTN dans le cadre de son partenariat avec les Agences des Nations Unies est prête à étendre cette bonne initiative aux autres communes du programme spotlight dans les 4 régions et l'inscrire dans son plan de travail 2020.

2. Appui à l'accès aux services de santé de la reproduction et au maintien des filles dans les collèges à Tessaoua. En matière de VBG, les problèmes prioritaires pour les populations de la région de Maradi sont les évacuations sanitaires pour les soins obstétricaux d'urgence et la continuité des cours pour les filles des milieux ruraux affectées dans les collèges en ville. Lors des campagnes de sensibilisation appuyées par le programme spotlight à l'endroit des leaders traditionnels sur les VBG et leurs déterminants, des déclarations ont été obtenues pour des prises d'initiatives d'allègement des souffrances des femmes en maternité et des filles en scolarisation. En effet, pour chaque évacuation sanitaire dans le cadre d'un accouchement, les populations doivent mobiliser au minimum 21.500 FCFA. En ce qui concerne leurs filles qui doivent accéder aux collèges, les populations sont dans des dilemmes pour rechercher des tuteurs aux filles pour assurer leur protection et leur alimentation. Pour réduire les souffrances des populations face à ces difficultés, le Chef de Tessaoua dans la région de Maradi, l'honorable Mahaman Mansour Maiguizo, à travers l'ACTN, a initié dans son canton une opération annuelle, une famille une mesure de mil (environ 4 kilogrammes) sur la récolte en mesure d'accompagnement. Il s'agit de contribuer à l'évacuation sanitaire des femmes enceintes, des nouveau-nés et des enfants, au maintien des filles dans les collèges et à la réduction du taux d'abandon chez les filles. Aussi la disponibilité des services de prise en charge des VBG notamment des viols et agressions sexuelles et la qualité des services de soins obstétricaux néonataux d'urgence seront renforcées grâce à la formation des prestataires des centres de santé Intégrés de toute la région. Le programme Spotlight avait prévu en 2019 le faire mais les contraintes de la révision du programme ont poussé à l'inscrire dans les interventions de 2020.

Pour l'année 2019, ce sont 26 tonnes de mil qui ont été collectées et vendues. Au total 12 millions de FCFA ont été perçus dont 9 millions

serviront à l'évacuation sanitaire de 418 personnes et les 3 millions seront utilisés pour la collecte des poches de sang pour les femmes enceintes anémiées, les femmes qui ont accouché et qui ont besoin du sang, les femmes victimes d'avortements et les femmes qui ont subi une césarienne. En plus cette bonne pratique a eu l'adhésion des commerçants de la localité qui ont apporté une contribution de 500.000 FCFA pour appuyer l'opération de la collecte des poches de sang. Aussi les familles d'accueil des filles collégiennes de la localité reçoivent chaque année un sac de mil comme contribution à l'alimentation. « Réduire les dénis de ressources et favoriser l'accès aux services de santé pour les femmes lors des complications obstétricales, nous engage selon le Chef ».

3. De façon générale le théâtre est un mode d'expression très apprécié au Niger qui mobilise toutes les classes sociales, atteint le maximum de personnes et favorise des débats sur les questions et thématiques qui sont abordées. Au-delà de ses aspects satiriques, il reste un moyen de communication efficace pour véhiculer les messages pour le changement de comportement. Le théâtre populaire interactif pratiqué par les filles et les garçons locaux utilisés eux-mêmes comme les acteurs et animateurs des pièces de théâtre dans des lieux publics en milieu urbain est une stratégie devenue prometteuse pour contribuer à lever les tabous sur les questions de violences. Il engage les communautés dans un processus d'écoute des jeunes, en général, et des filles, en particulier, et parvenir à des pistes de solutions durables. Les pièces qui portent sur les thématiques de VBG (viol, mariage des enfants, excision, non scolarisation des filles, violence physique, agressions sexuelles, ...) sont très suivies par des populations. Plus de 250 personnes du public en moyenne suivent les représentations et participent activement aux interactions avec les acteurs et s'approprient les problèmes soulevés et propose des solutions adaptées à leur contexte sous l'éclairage d'un animateur.

Next Steps

- Organiser des visites conjointes de terrain (Agences, RC, MPFPE, DUE) ;
- Mettre en place les 3 autres centres multifonctionnels de prise en charge holistique
- Rendre opérationnel le Centre de référence National pour la FO de Niamey ;
- Finaliser et mettre en œuvre la stratégie de communication pour le développement
- Poursuivre les actions de sensibilisation par les chefs traditionnels et religieux et l'animation des causeries éducatives dans les villages cibles ;
- Accélérer les actions de renforcement des capacités des institutions étatiques clés pour renforcer la gouvernance ;
- Renforcer le système de collecte des données (Mapping des Services Essentiels et évaluation des besoins des groupes de métiers y afférents, renforcement du système de collecte de données de routine sur la base du modèle du GBVIMS, réalisation des études et formations) ;
- Développer/réviser les supports de formation sur les VBG et la légistique ;
- Soutenir l'intégration d'organisations représentant les jeunes et d'autres groupes marginalisés confrontés à des formes de discrimination croisées dans des coalitions et des réseaux de groupes de défense des droits des femmes et de la société civile travaillant sur les VFFF ;
- Développer des SOP sur la fourniture des Services Essentiels basés sur les standards minimums de prise en charge des VBG et Former le personnel des Services Essentiels en matière de DSSR, VBG, non-jugement et SOP ;
- Assurer la réintégration socio-économique des victimes de VBG.
- Organiser une campagne «**leaders de demain pour zéro VBG**» avec les étudiants des quatre régions.

- Produire et diffuser des Compacts Disques de compositions musicales d'artistes animateurs Disc-Jockey engagés dans la lutte contre les VBG.

Cependant la crise sanitaire à Coronavirus (Covid 19) est une menace à considérer dans la réalisation des activités citées ci-haut. Déjà, plusieurs ateliers, missions, séminaires et des rencontres techniques ont été reportées face à cette situation d'urgence.



Fassouma, facilitatrice communautaire, anime des séances de causerie éducative pour les femmes et les filles de Fouroumi, a Zinder au Niger.

Stories from the Field

De facilitatrice communautaire à médiatrice incontournable

Intégrer la communauté, gagner la confiance des habitants de Fouroumi et les amener en quelques mois, à dialoguer, échanger sur leurs pratiques sociales pour eux-mêmes identifier les violations des droits des femmes et des filles qu'ils vivent et y mettre un terme.

Voilà ce qui devait être la mission de Fassouma Abdou Mato, recrutée comme facilitatrice communautaire dans la région de Zinder au Niger. La réalité a été tout autre pour la facilitatrice communautaire, l'une des 14 femmes parmi les 20 facilitateurs recrutés

par la direction régionale de la promotion de la femme et de la protection pour animer les sessions des causeries éducatives dans le cadre de l'Initiative Spotlight.

Avec une Licence de géographie en poche, Fassouma a saisi cette opportunité de travail pour tenter ce programme d'immersion en communauté pour la cause des femmes et des filles et renforcer leurs capacités en droits humains. Elle anime des sessions de formation et d'informations en Hausa (langue locale) au profit d'un groupe de référence composé de 30 femmes, 30 hommes, 30 filles et 30 garçons issus du village ; et qui a leur tour doivent sensibiliser leurs pairs du village. Très vite, la jeune femme a été confrontée aux réticences des villageois et ses premiers jours en communauté n'ont pas été faciles. **« Malgré un stage d'immersion de trois semaines passées dans le village, j'ai eu beaucoup de mal à faire accepter les causeries éducatives simplement parce que je suis une femme. Un groupe d'hommes s'est formellement opposé parce qu'ils me voyaient comme une « étrangère » qui allait inculquer des contre valeurs à leurs femmes et à leurs filles. »** se souvient Fassouma. Un blocage réel lorsque l'on doit parler de questions sensibles, voire taboues, mais très vite réglé par Fassouma qui a convié le chef de canton de Gouna, le Maire et l'Imam à sa première causerie sur les droits humains. Grâce à sa parfaite maîtrise des thématiques animées et sa disponibilité, Fassouma a eu en ces figures traditionnelles et religieuses, des

alliés clés pour la suite de ses animations.

Après 7 mois dans le village, les habitants de Fouroumi (département de Mirriah, région de Zinder) ont totalement adopté Fassouma qui avoue être comblée et fière des changements majeurs constatés depuis son arrivée : les femmes, les hommes, les jeunes osent aborder les questions de violence avec celle-là même qui, de persona non grata, est devenue un acteur incontournable de la vie sociale, une facilitatrice que la communauté n'hésite pas à consulter sur des sujets pour lesquels, elle n'ont pas trouvé des réponses consensuelles.

« L'arrivée de Fassouma dans ce village a complètement changé les mentalités et les comportements, notamment chez certains nos hommes qui n'avaient pas beaucoup de considération pour leurs femmes et leurs filles. Maintenant, il y a une certaine cohésion et une volonté de règlement pacifique des conflits au sein des ménages et entre les coépouses. Je gère moins de cas de conflits conjugaux, moins de cas de mariages forcés. C'est vraiment extraordinaire ! » se réjouit l'Honorable Moussa Mato, Chef de Canton de Gouna.



Fassouma et les femmes du Canton de Gouna, Niger.



Le théâtre forum pour libérer la parole chez les survivantes de violences

Dans la région de Zinder, les victimes de violence témoignent de leurs expériences et plaident pour leurs droits.

A 15 ans, Fassouma Issa Abdoulsalam a vu ses rêves d'écolière brisés lorsque ses parents ont décidé de la retirer de l'école pour la donner en mariage à un homme qu'elle connaissait à peine.

De là, a commencé un cycle de maltraitance pour la jeune fille battue et insultée quotidiennement, et prisonnière d'un mariage non voulu, à un âge où elle rêvait de cahiers et de livres. Huit ans après cette union malheureuse au cours de laquelle Fassouma a perdu un enfant, ses parents ont compris leur erreur et regrettent d'avoir interrompu la scolarité de leur fille. Sans connaissances, Fassouma, aujourd'hui divorcée et maman d'un enfant de 6 ans

s'active dans un petit commerce ambulancier de fruits de saisons qui lui permet de contribuer au revenu de sa famille et d'assurer l'éducation de son enfant. Dans le quartier Garin Malam de Zinder, la jeune femme de 23 ans ose prendre la parole en public pour interpeller les

parents qui retirent leurs filles de l'école pour leur imposer le mariage alors qu'elles sont encore des enfants. **« Je sais à quel point se marier trop jeune peut faire mal et gâcher notre vie. Lorsque j'avais 15 ans, mes parents ont décidé de mon mariage avec un monsieur que je connaissais à peine. Mes notes à l'école n'étaient pas brillantes et il avait de l'argent ; alors mes parents ont cédé. Aujourd'hui, ils le regrettent, mais pas autant que moi. Je ne dois compter que sur mon plateau de fruits pour nourrir mon enfant. Parents, s'il vous plaît, laissez-nous aller à l'école et apprendre un savoir qui va nous aider à trouver du travail ! »**

« Je sais à quel point se marier trop jeune peut faire mal et gâcher notre vie. » dit Fassouma 23 ans

Si aujourd'hui Fassouma a pu prendre la parole devant un public de femmes et d'hommes dont le chef de quartier et le Maire de la commune, c'est grâce au théâtre interactif.

Au Niger, l'Initiative Spotlight mobilise les communautés sur les questions de



Les jeunes scouts de Zinder interprètent une pièce pour sensibiliser les parents sur la scolarisation de la fille.

violences à l'égard des femmes et des filles. Dans les régions où sont mises en œuvre les activités Spotlight, les populations des quartiers péri-urbains des chefs-lieux de régions sont encouragées à aborder les questions de violence et à partager, comme Fassouma, leur expérience personnelle pour mieux sensibiliser les parents et les jeunes sur les conséquences de ces violences.

« Grace au théâtre, nous aidons les jeunes et les filles à contourner et à dépasser les barrières sociales qui limitent la conversation avec les hommes et avec les adultes. Lorsque nous jouons nos pièces, il arrive souvent que des jeunes femmes de l'assistance se portent volontaires pour jouer un personnage. On se rend vite compte que derrière le rôle, il y a un partage d'expérience personnelle sur la violence, du vécu qu'elles n'ont jamais pu partager et qui demande à être dit. » souligne Abdouljalil Elhj Samma, Responsable de la troupe théâtrale des Scouts de Zinder.

Dans les régions de Maradi et Zinder, les animations des théâtres interactifs sont réalisées par l'Association des Scouts du Niger, en collaboration avec les directions régionales du Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, grâce au financement de l'initiative Spotlight.

Understanding sexual violence to better serve survivors in Niger : versions anglaise <https://bit.ly/2UtHxhJ> et française <https://bit.ly/3dkLZl1>

Comprendre les violences sexuelles pour mieux servir les survivantes au Niger (<https://bit.ly/3dkLZl1>)

TAHOUA, Niger – Mettre fin aux violences sexuelles et soutenir les survivantes est un effort à l'échelle de la communauté. Personne ne peut le comprendre mieux que Serigne Mor Mbaye, un psychosociologue qui a formé plus de

200 membres des forces de police, de l'armée, de la garde nationale et du système judiciaire pour répondre de manière appropriée aux victimes de violences sexistes.

« Il est essentiel que chaque acteur joue son rôle dans la chaîne de soins aux survivantes dans une alliance thérapeutique », a déclaré M. Mbaye, qui travaille dans les zones ciblées par l'Initiative Spotlight au Niger (Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder).

“Chaque acteur joue son rôle dans la chaîne de soins aux survivantes.” - Serigne Mor Mbaye, psychosociologue

Fati*, 35 ans et sa fille Samira*, 16 ans, font partie des quelques 33% de femmes nigériennes qui ont subi des violences sexuelles ou sexistes. Un soir, alors que mère et fille rentraient chez elles, trois hommes ont attaqué et violé Samira. Les hommes, connus dans leur quartier, ont intimidé Fati et sa fille afin de les dissuader de porter plainte. D'autre part, même lorsque l'identité des délinquants est connue, les femmes peuvent hésiter à signaler les violences sexuelles car elles risquent de subir une stigmatisation sociale en plus des traumatismes émotionnels et physiques liés à l'agression.

Mais Fati a refusé de se taire. Encouragée par sa voisine, une militante qui avait suivi une formation sur les violences sexistes, elle a dénoncé les hommes à une ONG locale. Lorsque la nouvelle de l'attaque s'est répandue et que les frères de Fati ont menacé de déshonorer la famille si Samira n'acceptait pas de se marier à son violeur, Samira s'est enfuie. Elle a été retrouvée par des travailleurs sociaux d'une ONG locale. C'est ainsi que la « chaîne de soins » a commencé.

“Après enquête par des travailleurs sociaux, ma fille a été retrouvée et intégrée au programme ILLIMIN.” - Fati*

« Après des enquêtes menées par des travailleurs sociaux, ma fille a été retrouvée et intégrée au programme ILLIMIN », explique Fati au sujet du programme qui offre une formation professionnelle aux femmes et aux filles qui risquent de subir un mariage forcé ou à celles qui ont subi des violences sexistes. « Ils ont aidé à mettre en place un atelier de couture dans ma maison et j'apprends à coudre avec 10 filles qui ont vécu la même chose que Samira. »

Former toute la communauté

L'Initiative Spotlight et le Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance travaillent ensemble dans quatre régions prioritaires

du Niger pour renforcer les connaissances sur la violence sexiste parmi le personnel médical, psychosocial et judiciaire. Les séances de formation donnent également des compétences nécessaires aux membres de la communauté pour soutenir les survivantes de violences sexuelles.

Dix-sept millions de dollars ont été investis pour mettre fin à la violence basée sur le genre au Niger, marquant le début d'une nouvelle ère d'espoir pour les survivantes de violences basées sur le genre et s'inscrivant dans le mouvement national de protection de la dignité et des droits des femmes au Niger.

Testimonials

«J'apprécie hautement cette initiative qui est en cohérence avec les engagements du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Issoufou Mahamadou pour promouvoir et protéger la dignité et les droits de la femme»

Son Excellence Monsieur Brigi Rafini, Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

« Chaque femme qui souffre des violences basées sur le genre est elle aussi comme nous, une mère, une fille, une sœur. »

SEM Denisa-Elena Ionete, Ambassadeur de l'Union Européenne au Niger

« Je rêve d'un Niger où la femme est considérée comme le plus beau joyau de la société, où la femme est protégée de toute forme de violence et où, son droit à l'éducation ne sera plus un combat mais un acquis. »

Nana Natitia, étudiante African Development University, Niamey

« Je m'appelle Nana Yacouba, j'ai 16 ans. Je ne suis jamais allée à l'école mais aujourd'hui, grâce à ILLIMIN je sais écrire mon nom et celui de papa. Les sessions sur la fréquentation des centres de santé, les maladies sexuellement transmissibles et la puberté chez les filles m'ont particulièrement intéressées. Je voudrais être formée aux métiers de la couture ou la confection de savon. »

Témoignage d'une adolescente du programme Illimin (région de Zinder)

« La formation m'a permis de voir les limites de nos

approches. Avec ces 5 jours d'échange, je comprends aujourd'hui qu'il faut toujours se mettre dans la peau de la victime pour comprendre son traumatisme. Cet atelier a amélioré notre perception des auditions et je réalise la nécessité de la complémentarité de tous les intervenants pénaux. Cette formation va permettre d'améliorer mes techniques d'audition, de mieux comprendre les victimes et à quel point la violence est nocive pour la société ».

Témoignage d'un policier à la suite de la formation sur VBG, et audition des victimes de violence

« La formation me fait réaliser que j'avais des attitudes typiques de violences basées sur le genre vis-à-vis de personnes de ma famille, de collègues et dans mon entourage ; seulement je ne savais pas. Avec cette formation, je comprends et m'engage à changer d'attitude et à apporter le soutien nécessaire aux autres. »

Témoignage d'un gendarme en service dans une brigade de protection de la femme et des enfants à Torodi (region de Tillabéri)

« A la suite à cette formation, je me rends compte des erreurs professionnelles que j'ai commises par méconnaissance. Je regrette des comportements que j'ai fréquemment eus à l'égard de victimes et de survivantes de violences. Dorénavant, je m'engage à apporter attention et respect à chaque personne auditionnée. »

Témoignage d'un Magistrat juge au Tribunal de Niamey

« Si je devais résumer l'objectif de la fresque des 16 jours d'activisme, je dirais : zéro violence basée sur le genre au Niger ; et je salue la présence à nos côtés des ONGs telles que SOS Femme et Enfant Victimes de Violence Familiale, des jeunes de l'African Development University, et de nos amis artistes. »

Ismaila Mbengue, Représentant Résident UNFPA Niger

« L'engagement de tous est l'élément central qui permettra la réalisation de l'Initiative Spotlight au Niger. »

Jose Wabo, Adjoint Représentant Résident PNUD Niger

« Que chacun de nous s'engage dans le combat de lutte contre les violences basées sur le genre, et surtout de violences faites aux femmes. Ce que l'on veut c'est sortir de l'ombre pour aller vers la lumière pour toutes les femmes et les filles du Niger. Nous sommes tous engagés parce que les femmes, les filles n'attendent pas. C'est important, c'est urgent, c'est maintenant. »

Felicite Tchibindat, Représentante Résidente UNICEF Niger

« Nul n'est à l'abri des violences. Nous devons tous, à chaque niveau que nous sommes, lutter contre cette violence parce qu'elle peut attaquer les êtres qui nous ont chers. Nous devons nous assurer que nous arrivons au bout, qui est de donner la lumière à toutes les femmes et toutes les filles du Niger. »

Adama Moussa, Représentant Résident ONUFEMMES Niger

Communications and Visibility

L'année 2019 a été caractérisée par la **révision du Document de programme, et en corollaire, la révision des activités ainsi que des budgets par agences/pilier, suite à l'introduction du programme fistules, l'intégration de la dimension éducation de la jeune fille comme mode de prévention des violences, le choix des OSCs partenaires et le ciblage de communes et villages de mise en œuvre.** En conséquence, les actions de Communication et visibilité ont accompagné les étapes clés de la Gouvernance, notamment, la tenue des réunions du Comité Technique, du deuxième comité de Pilotage et du Le lancement officiel de l'Initiative Spotlight Niger en Novembre 2019.

Un dossier Communication et Visibilité du Programme du Niger permet d'accéder via https://drive.google.com/drive/folders/1w7fQe0Y9AvrCP3C-g_ps9EE0xuM1fn8p à toutes les ressources multimédias.

La communication a appuyé le Lancement officiel de l'Initiative Spotlight, comme moment clé pour démontrer à travers ce nouveau programme, l'engagement du Niger, de l'Union Européenne et des Nations Unies, à se mobiliser ensemble pour éliminer les violences à l'égard des femmes et des filles.

Une brochure d'information Spotlight Niger a été réalisée (<http://bit.ly/2R3CCSP>), accompagnée d'un Communiqué de presse relayé par le site global de l'Initiative Spotlight et chacune des agences récipiendaires à travers une collaboration des bureaux de pays au Niger et de leurs bureaux régionaux :

- Site global de l'Initiative Spotlight en Français <http://bit.ly/2qmXOKg>; et en Anglais <http://bit.ly/2r2L9N2>
- PNUD Niger (version française) <http://bit.ly/2OPF7YQ>
- UNFPA Bureau Régional : (version anglaise <http://bit.ly/34YLNtH> et française <http://bit.ly/34UDqiM>)
- UNICEF Niger (version anglaise) <https://uni.cf/2RkOxxk>
- UNWOMEN Bureau Régional : (version française <http://bit.ly/2YI19pQ> et anglaise <http://bit.ly/2LjtF5K>)

La visibilité de ce premier événement de haut niveau a été relayée à travers les médias traditionnels et les réseaux sociaux au Niger et au-delà.

- La Nation (quotidien n°560 du 02.12.19) : <http://bit.ly/2R3CCSP>
- Afrique Actu Daily (online) : <http://bit.ly/2PEsZZY>
- All Africa (online): <http://bit.ly/2RN2gxj>; <http://bit.ly/2E91DG2>
- Relief web (online): <http://bit.ly/2YhqoJn>
- Presse nationale (quotidiens et en ligne) :
- Le Sahel édition du 02 Décembre (quotidien) : Page 1
- Le Sahel : (édition en ligne) : <http://bit.ly/2Y8ccIQ> + reprise aNiamey.com : <http://bit.ly/36tKEKX>
- Article repris par Niger Diaspora : <http://bit.ly/34T2t5q>
- Lambari TV : Journal du 30 Novembre <http://bit.ly/2qDPDcu> (élément de 23'55 à 28'14)
- La Roue de l'Histoire (Facebook) : <http://bit.ly/2P8nZwJ>

Tweets:

- First Lady of Niger (Lalla Malika Issoufou): <http://bit.ly/37XWRZE>
- Delegation UE Niger: <http://bit.ly/37WZAmj> | Retweet Ambassadeur Denisa-Elena IONETE: <http://bit.ly/2LfmGe0>

- Spotlight Initiative: <http://bit.ly/2Le1q8A>
- ONG FAD Niger: <http://bit.ly/2qb6XfX> | <http://bit.ly/35YHE8P>
- PNUD Niger: <http://bit.ly/2OHoM8T> retweet https://twitter.com/scouts_Niamey
- ONG Cancer Action: <http://bit.ly/34cc1Hy>
- Alfari (Jeunes filles leaders) : <http://bit.ly/2rszGqe>

A la suite du Lancement, le Niger a contribué aux **16 jours d'activisme** (la Génération Egalite s'oppose au viol) à travers un projet artistique qui a réuni des adolescents et un jeune artiste pour réaliser une peinture murale de sensibilisation à la violence à l'égard des femmes. Cette célébration été l'occasion de mobiliser les acteurs Spotlight (DUE, SNU, Ministère de la promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant) et leurs partenaires de la société civile et surtout des jeunes et les médias.

La contribution pays a été mise en avant sur le **site internet** <http://bit.ly/2tGREGb> ; via le **compte Twitter** @GlobalSpotlight : <http://bit.ly/2uwqlsY> ; <http://bit.ly/2Tekc4r> ; <http://bit.ly/39WOq1l> ; ainsi que dans la **Newsletter #8** de fin 2019 : <http://bit.ly/3083Hbs>

Les photos sont disponibles via le drive suivant

<https://drive.google.com/drive/folders/1CrUdh12SAvICbQS4u0s0NdMOADgSmjvl?usp=sharing>

Supports de visibilité : En Appui à ces moments de l'année 2019, des supports de visibilité (media wall, roll up et cartes d'engagement portant différents messages et hashtags) ont été produits et ont largement servi à mobiliser des gens autour du concept de photo booth.

Google Drive Initiative Spotlight Niger : Pour classer les actions de visibilité au Niger, le dossier Communication et Visibilité du Programme du Niger permet d'accéder via

https://drive.google.com/drive/folders/1w7fQe0Y9AvrCP3C-g_ps9EE0xuM1fn8p à toutes les ressources multimédias

Annual Work Plan and Forecast Budget

Le PTAB est joint dans un fichier électronique.

Les Rapports Narratifs Annuels ainsi que les Annexes sont consultables [ici](#).



Fresque murale peinte par des adolescents de Niamey et un street artiste dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre, Novembre 2019, Niger.

Annex A

Niger Outcome 1 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 1.1 Proportion of target countries with laws and policies on VAWG/HP that adequately respond to the rights of all women and girls, including exercise/access to SRHR, and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations	Yes	Legal Age of Marriage					
		1	1	1	1		
		Parental Authority in Marriage					
		1.0	1.0	1.0	0.5		
		Parental Authority in Divorce					
		0.5	0.5	0.5	0.0		
		Inheritance Rights of Widows					
		0.5	0.5	0.5	0.0		
		Inheritance Rights of Daughters					
		1.0	1.0	1.0	1.0		
		Laws against Domestic Violence					
		0.75	0.75	0.75	0.5		
		Laws against Rape					
0.25	0.25	0.25	0.0				
Laws against Sexual Harassment							
0.25	0.25	0.25	0.0				
Indicator 1.2 National/and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner are in place	Yes	National					
		Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development		
Indicator 1.3 Laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/feminist activists to advance the human rights agenda are in place	Yes	yes	yes	yes	yes	Le pays a déjà ratifié toutes ces conventions, mais il reste à lever les réserves émises sur la CEDAW. Ces actions seront réalisées en 2020 et 2021.	

Ouptut Indicator		Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 1.1.1 Number of new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards	Yes	Developed or Strengthened					
		0	3	3	4		
Indicator 1.1.3 Proportion of draft laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination which have received significant inputs from women's rights advocates within the last year	Yes	0%	100%	100%	100%	Cet indicateur doit être revu	
Indicator 1.1.5 Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year	Yes	Parliamentarians					
		0	0	0	90		
		Women Parliamentarians					
		0	0	0	18		
		Human Rights Staff					
		0	58	58	375		
Indicator 1.2.2 Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.	Yes	Government Officials					
		0	0	0	60		
		Women Government Officials					
		0	0	0	20		

Niger Outcome 2 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 2.1 Functioning national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms are in place at the highest level for addressing VAWG/HP that includes representation from marginalized groups	Yes	Coordination Mechanism?					
		No	Yes	Yes	Yes		
		LNOB?					
		No	No	Yes	Yes		
Indicator 2.2 Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP	Yes	Is there a national budget allocation?					
		Yes	Yes	Yes	Yes		
		What is the percentage of national budgets being allocated?					
		0	0.50%	0.94%	3.50%		
Indicator 2.3 Is VAWG/HP integrated into 6 other sectors development plans, in line with globally agreed standards? "Other Sectors": health, social services, education, justice, security, culture.	Yes	Health					
		Low integration	Low integration	Low integration	High integration		
		Education					
		Low integration	Medium integration	Medium integration	High integration		
		Justice					
		Low integration	Low integration	Low integration	High integration		
		Security					
		No integration	Low integration	Low integration	Medium integration		
		Social Services					
		Low integration	Low integration	Medium integration	High integration		
Culture							
No integration	No integration	No integration	Medium integration				

Ouptut Indicator		Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting notes	
Indicator 2.1.1 Number of government institutions, at the national or sub-national levels, that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination	Yes	National Level					
		0	0	0	14		
		Sub-National Level					
		0	0	0	10		
Indicator 2.1.2 Internal and external accountability mechanisms are in place within relevant government institutions to monitor GEWE and VAW/HP	Yes	No	No	Yes	Yes		
Indicator 2.1.3 Number of strategies, new plans and programmes of other relevant sectors (health, social services, education, justice, security, culture) that integrate efforts to combat VAWG developed in line with international HR standards, within the last year.	Yes	Health					
		Low integration	Low integration	Low integration	High integration		
		Education					
		Low integration	Low integration	Medium integration	High integration		
		Justice					
		Low integration	Low integration	Low integration	Medium integration		
		Security					
		No integration	No integration	Low integration	Medium integration		
		Social Services					
		Low integration	Low integration	Low integration	High integration		
		Culture					
		Low integration	Low integration	Low integration	Medium integration		
Indicator 2.1.7 Number of key government officials with strengthened capacities to develop and deliver programmes that prevent and respond to VAWG, within the last year.	Yes	Government Officials					
		0	0	0	250		
		Women Government Officials					
		0	0	0	120		

Niger Outcome 3 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1 Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner (to violence), by sex and age	Yes	59.60%	59.60%	59.60%	50.00%	Data source:Enquête Démographique de Santé, 2012
justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place). b) Percentage of people who think it is	Yes	FGM				Data source: 'Enquête Démographique de Santé, 2012
		2.00%	2.00%	2.00%	0.00%	
		Child Marriage				
0	125	125	14,250			
Indicator 3.3 At least 3 evidence- based, transformative/comprehensive prevention strategies/ programmes that address the rights of those marginalized and are developed in a participatory manner	Yes	No	No	No	Yes	Data source:Enquête Démographique de Santé, 2012
Ouptut Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1.1 Draft new and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards	Yes	No	No	No	Yes	
Indicator 3.1.2 Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/both in- and out-of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights,1within the last year.	Yes	In-School Programmes				
		0	0	0	150	
		In-School Programmes Girls				
		0	0	0	30	
		In-School Programmes Boys				
		0	0	0	120	
		Out-of-School Programmes				
		0	19,116	19,116	76,400	
		Out-of-School Programmes Girls				
		0	19100	19,114	76,400	
Out-of-School Programmes Boys						
0	2	2	10			

Indicator 3.1.3 Number of national and/or sub-national programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year	Yes	No	No	No	Yes	
Indicator 3.2.1 Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year	Yes	Women				Tous les partenaires n'ont pas été en mesure de fournir les données désagrégées.
		0	1,600	1,907	10,300	
		Men				
		0	900	1,215	5,610	
		Girls				
		0	1,800	400	12,255	
		Boys				
0	500	500	2,675			
Indicator 3.2.2 Number of people reached by campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, within the last year.	Yes	Women				Tous les partenaires n'ont pas été en mesure de fournir les données désagrégées.
		0	48,044	48,044	247,427	
		Men				
		0	95,956	95,956	494,173	
		Girls				
		0	60,592	60,592	312,048	
		Boys				
0	36,185	36,185	189,353			
Indicator 3.2.3 Number of men and boys who regularly attend gender transformative programmes addressing violent masculinities and men's violence towards women and girls in community centres, schools and other relevant spaces, within the last year.	Yes	Total				
		0	0	0	3,710	
		Men				
		0	0	0	0	
		Boys				
		0	0	0	3,710	
Indicator 3.2.4 Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction	Yes	0	85	55	439	
Indicator 3.2.6 Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year	Yes	1	1	1	4	

Niger Outcome 4 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 4.1 Number of women including those facing intersecting and multiple forms of discrimination experiencing physical or sexual violence who seek help	Yes	Women					Certain partenaires n'ont pas pu fournir les informations sur les femmes qui ont déclaré avoir expérimenté une violence sexuelle ou physique et qui ont cherché de l'aide dans le secteur des services sociaux.
		0	1840	234	9,474		
		Girls					
		0	788	283	4,060		
Indicator 4.2 a) Number of VAWG cases reported to the police, b) the proportions of cases reported to the police that are brought to court, c) proportions of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators, all during a specific time period (e.g., past 12 months)	Yes	Reported					Il n'a pas été possible par les partenaires de fournir des statistiques sur les cas référés qui ont abouti à une condamnation.
		0	450	497	2,272		
		Brought to Court (%)					
		0.00%	4.89%	9.66%	9.70%		
		Convictions					
		0.00%	0.00%	0.00%	50.00%		
Indicator 4.3 A VAWG dedicated management information system (MIS) is in place at the national level which can measure the number of women/ girl victims/survivors of violence that have received quality, essential, multi-sectoral services.	Yes	MIS					
		No	No	No	Yes		
Ouptut Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 4.1.3 Proportion of countries that have developed and/or strengthened national guidelines or protocols in line with the guidance and tools for essential services for women and girls subject to violence.	Yes	Developed					
		No	No	No	Yes		
		Strengthened					
		No	No	No	Yes		
Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year	Yes	Government Service Providers					
		0	127	356	642		
		Women Government Service Providers					
		0	40	99	186		

Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence that have increased a) knowledge of and b) access to quality essential services, within the last 12 months	Yes	a) Girls with Knowledge of ES			
		0	788	283	4,059
		a) Women with Knowledge of ES			
		0	1840	234	9,476
		b) Girls with Access to ES			
		0	788	283	4,059
Indicator 4.2.2 Number of women and girl survivors/ victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination, that have increased a) knowledge of and b) access to accompaniment/ support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months	Yes	a) Girls with Knowledge of Recovery Services			
		0	788	468	4,059
		a) Women with Knowledge of Recovery Services			
		0	1840	634	9,476
		b) Girls with Access to Recovery Services			
		0	788	283	4,059
Indicator 4.2.3 Strategies for increasing the knowledge of and access to services for women and girls, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination have been designed	Yes	Strategies Designed			
		No	No	No	Yes
		Strategies Designed that include LNOB			
		No	No	No	Yes

Niger Outcome 5 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 5.1 Globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP collected over time	Yes	Prevalence					L'étude réalisé sur les VBG en 2015 sur la prévalence se ra faite en 2020
		No	No	No	Yes		
		Incidence					
		No	No	No	Yes		
reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non- partner sexual violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide at the	Yes	IPV					
		No	No	No	Yes		
		FGM					
		Yes	Yes	Yes	Yes		
		Child Marriage					
Yes	Yes	Yes	Yes				
Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 5.1.3 Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year	Yes	National Statistics Officers					
		0	0	0	30		
		Women National Statistics Officers					
		0	0	0	6		
Indicator 5.1.4 Number Government Personnel from different sectors, including service providers, with enhanced capacities to COLLECT prevalence and/or incidence data, including qualitative data, on VAWG in line with international and regional standards	Yes	Government Personnel					
		0	0	0	338		
		Women Government Personnel					
0	0	0	100				
Indicator 5.1.5 Number of women's rights advocates with strengthened capacities to collect prevalence and/or incidence data, and qualitative data, on VAWG	Yes	0	0	0	20		
Indicator 5.2.3 Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year	Yes	Government Personnel					
		0	0	0	64		
		Women Government Personnel					
		0	0	0	24		
Indicator 5.2.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year	Yes	0	0	0	8		

Niger Outcome 6 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1 Number of women's rights organizations, autonomous social movements and civil society organizations, including those representing youth and groups facing intersecting forms of discrimination/marginalization that have increased their coordinated efforts to jointly advocate for EAWG	Yes	0	15	14	60	
Indicator 6.3 Proportion of women's rights organizations, autonomous social movements and civil society organizations, including those representing youth and groups facing intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on EAWG within the last 2 years	Yes	76	10	30	100	
Output Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	Yes	0	1	1	4	
Indicator 6.1.4 Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional and global levels	Yes	Government Service Providers				
		0	0	0	30	
have strengthened capacities and support to design, implement, monitor and evaluate their own programmes on ending VAWG, within the last year.	Yes	CSOs with strengthened capacities				
		0	0	0	30	

Annex B

Risk Management Report for Niger

Risks	Risk Level: Very high High Medium Low (Likelihood x Impact)	Likelihood: Almost Certain - 5 Likely - 4 Possible - 3 Unlikely - 2 Rare - 1	Impact: Extreme - 5 Major - 4 Moderate - 3 Minor - 2 Insignificant - 1	Mitigating measures undertaken during the reporting period (please include new risks, if any)	Responsible Unit/ Person
Contextual risks					
Crise mondiale ou régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes	high	5	5	BCP des Nations Unies est activé sur la base du Plan de contingence inter Agences qui est lié avec celui du Gouvernement	Coordonnateur Résident a.i des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire /DO ai
Faible intérêt de plusieurs catégories de victimes pour le programme	Low	2	2	Les leaders religieux, les chefs traditionnels qui devraient être des obstacles sont engagés au Côté du Gouvernement et de la société civile pour que les victimes adhèrent aux interventions du programme. Il faut maintenir leur engagement	Les Agences et le Gouvernement (Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant)
Instabilité ou crise politique	high	3	3	La situation politique est stable actuellement avec de la pression pour l'organisation des futures élections présidentielles. Il faut entreprendre des forations sur le civisme, la cohésion sociale, l'élection et consolidation de paix à l'endroit des jeunes surtout	ONGs, UNDP, Gouvernement
Crise / Catastrophe environnementale dans les sites	medium	2	3	Il n'y a pas eu de crise pendant la période. Cependant il faut maintenir le renforcement des capacités sur la prévention et les systèmes d'alertes précoces.	Agences, ONGs et Gouvernement
Mouvements sociaux contre le programme	Low	1	2	La révision du programme qui tient compte des normes socio culturelles a fait baisser les tensions et l'implication des Chefs religieux et traditionnels a facilité l'acceptabilité du programme. Il faut renforcer l'implication des leaders religieux et chefs traditionnels dans la mise en œuvre des interventions du programme	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant
Fronde des conservateurs contre le programme	Low	1	2	Le plaidoyer auprès des chefs religieux et chefs traditionnels, considérés comme des conservateurs, a occasionné une bonne adhésion aux résultats attendus du programme. Il faut maintenir l'implication et la participation effective des chefs religieux et chefs traditionnels dans les actions du programme	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant

Risks	Risk Level: Very high High Medium Low (Likelihood x Impact)	Likelihood: Almost Certain - 5 Likely - 4 Possible - 3 Unlikely - 2 Rare - 1	Impact: Extreme - 5 Major - 4 Moderate - 3 Minor - 2 Insignificant - 1	Mitigating measures undertaken during the reporting period (please include new risks, if any)	Responsible Unit/ Person
Programmatic risks					
Démobilisation des avocats du genre	Low	1	2	L'implication du Ministère de la Justice est effective. Il faut maintenir le partenariat avec l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) pour la mobilisation de tous les acteurs du secteur judiciaire (barreau des Avocats, Magistrats, Procureurs et Présidents des Tribunaux)	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant
Perception alimentaire du programme par les bénéficiaires	Low	1	2	Dans chaque région, le programme a été présenté aux autorités administratives décentralisées et déconcentrées, aux représentants des communautés, aux chefs religieux et traditionnels, aux jeunes, aux femmes, aux Représentants régionaux et départementaux des Ministères impliqués. Ceux-ci diffusent auprès des communautés et des potentiels bénéficiaires le contenu du programme. Il faut que les partenaires locaux continuent d'être des relais.	Agences, tous les Ministères impliqués
Demobilisation des OCB partenaires	Low	1	2	L'implication du Groupe de référence et des OSC est dans le processus. Il faut le maintenir et les accompagner dans leur mission	RC, Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant
Incidents de communication sur les intentions du programme	Low	1	2	La révision du programme a permis de tenir compte des normes socioculturelles acceptés qui favorisent la communication sur les intentions du programme. Il faut continuer dans ce sens	Agences
Accidents dans les actes de chirurgie qui discréditent l'action	Low	1	2	Le renforcement des capacités sur site et la supervision des acteurs permet d'éviter des gestes contre la déontologie des praticiens en matière de prise en charge des FO et des Prolapsus. Il faut continuer à minimiser les risques	Agence, Ministère de la Santé
Incidents dans la gestion des ressources confiées aux OCB	Medium	3	4	Les micro évaluations des ONGs partenaires ont été faites. Il faut cependant continuer le renforcement de leurs capacités sur les procédures de gestion et régulariser les spots cheik	Agences (Opérations et Programmes)
Institutional risks					
Changement de majorité politique et remise en cause des acquis du programme en matière de plaidoyer	Medium	3	3	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme. Il faut maintenir le plaidoyer avec les leaders religieux et les chefs traditionnels	RC, Agences
Faible transfert des ressources aux communes	Low	1	1	Les communes n'ont pas été identifiées comme partenaires de mise en œuvre. Cependant leur implication est sollicitée et leurs actions dans les domaines d'intérêts du programme seront comptabilisés.	Agences

Risks	Risk Level: Very high High Medium Low (Likelihood x Impact)	Likelihood: Almost Certain - 5 Likely - 4 Possible - 3 Unlikely - 2 Rare - 1	Impact: Extreme - 5 Major - 4 Moderate - 3 Minor - 2 Insignificant - 1	Mitigating measures undertaken during the reporting period (please include new risks, if any)	Responsible Unit/ Person
Changement de majorité politique dans les communes et remise en cause des acquis du programme	Low	1	1	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme ainsi que les jeunes et la société civile. Il faut maintenir le plaidoyer auprès de ces influenceurs	Agences, Ministères
Fiduciary risks					
Chute du cours du dollar	Medium	3	3	Cela a été stable durant toute la période	Agence
Dépréciation du FCFA	Low	1	1	Cela a été stable durant toute la période	Gouvernement
Inflation dans le pays	Medium	3	3	Renforcer les négociations pour la stabilisation des pays du Sahel avec accent sur les ouvertures des frontières avec le Nigéria, pour la libre circulation des biens et des hommes.	Gouvernement

Assumptions: Mise à disposition des fonds spotlight dans les délais ; synergie entre les agences d'exécution, paix sociale et sécurité dans le pays et dans les sites, absence de catastrophe naturelle ou sécuritaire, présence des médias de masse dans les sites, présence des OCB formelles dans les sites, présence d'une masse critique de consultants et d'experts sur le plan local, disponibilité des profils des avocats du genre dans les communes d'intervention, stabilité ou appréciation du cours du dollar, stabilité du niveau des prix.

Annex C

CSO Engagement Report

Outcome	Output	Name of Civil Society Organisation (CSO)	Type of CSO (see definition below table)	Total Award Amount (USD) (see definition below table)	Name of Recipient UN Organisation (RUNO) funding the CSO	Modality of Engagement (see definition below table)	Is this CSO woman-led? Is this CSO a women's rights organisation (WRO) or feminist CSO? (see definition below table)	Primary Vulnerable/Marginalised Population Supported by Award (see explanation below table)
OUTCOME 1: Legislative and policy frameworks, based on evidence and in line with international human rights standards, on all forms of violence against women and girls and harmful practices are in place and translated into plans.								
Output 1.1: National and regional partners have strengthened evidence-based knowledge and capacities to assess gaps and draft new and/or strengthen existing legislations on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination that respond to the rights of the most groups facing multiple and intersecting forms of discrimination and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations.								
Output 1.2: National and/or sub-national partners are better able to develop evidence-based national and/or sub-national action plans on ending VAWG in line with international HR standards with M&E frameworks, increase financing and allocate appropriate budgets for their implementation, including for those groups facing intersecting and multiple forms of discrimination.								
Output 1.3: National, sub-national and/or regional partners have greater knowledge and awareness of human rights obligations and are able to draft laws and/or policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda.								
OUTCOME 2: National and sub-national systems and institutions plan, fund and deliver evidence-based programmes that prevent and respond to violence against women and girls and harmful practices, including in other sectors.								
Output 2.1: Key officials at national and/or sub-national levels in all relevant institutions are better able to develop and deliver evidence-based programmes that prevent and respond to VAWG, especially for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination, including in other sectors.								
Output 2.2: Multi-stakeholder national and/or sub-national coordination mechanisms established at the highest level and/or strengthened that are adequately funded and include multi-sectoral representation and representation from the most marginalized groups.								
Output 2.3: Partners (Parliamentarians, key government officials and women's rights advocates) at national and/or sub-national levels have greater knowledge, capacities and tools on gender-responsive budgeting to end VAWG.								
OUTCOME 3: Gender equitable social norms, attitudes and behaviours change at community and individual levels to prevent violence against women and girls and harmful practices.								
Output 3.1: National and/or sub-national evidence-based programmes are developed to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including on Comprehensive Sexuality Education in line with international standards, for in and out of school								
Output 3.2: Community advocacy platforms are established/strengthened to develop strategies and programmes, including community dialogues, public information and advocacy campaigns, to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction, self-confidence and self-esteem and transforming harmful masculinities.								
3	3,2	SOS FEVVF	National	\$ 500.000	UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/feminist CSO	Rural women and girls
	3,2	APBE	National	\$ 155.413	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Refugies Migran tand IDP women and girls
	3,2	CADEL	National	\$ 122.079	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Rural women and girls

Outcome	Output	Name of Civil Society Organisation (CSO)	Type of CSO (see definition below table)	Total Award Amount (USD) (see definition below table)	Name of Recipient UN Organisation (RUNO) funding the CSO	Modality of Engagement (see definition below table)	Is this CSO woman-led? Is this CSO a women's rights organisation (WRO) or feminist CSO? (see definition below table)	Primary Vulnerable/Marginalised Population Supported by Award (see explanation below table)
	3,2	PLCE/F	National	\$ 87.302	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Rural women and girls
	3,2	ADKOUL	National	\$ 100.587	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Rural women and girls
3	3,2	APAC NIGER	National	\$ 25.000	UNWOMEN	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/feminist CSO	Women and girls in communities
3	3,2	AEDL Espoir	National	\$ 15.000	UNWOMEN	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO	Rural women and girls
3	3,2	ACTN	National	\$ 167.525	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Traditional leaders led CSO	Communities to prevent
Output 3.3: Decision makers in relevant institutions and key informal decision makers are better able to advocate for implementation of legislation and policies on ending VAWG and for gender-equitable norms, attitudes and behaviours and women and girls'								
OUTCOME 4: Women and girls who experience violence and harmful practices use available, accessible, acceptable, and quality essential services including for long term recovery from violence.								
Output 4.1: Relevant government authorities and women's rights organisations at national and sub-national levels have better knowledge and capacity to deliver quality and coordinated essential services, including SRH services and access to justice, to women and girls' survivors of violence, especially those facing multiple and intersecting forms of discrimination.								
Output 4.2: Women and girls survivors of violence and their families are informed of and can access quality essential services, including longer term recovery services and opportunities.								
4	4,2	SOS FEVVF	National	\$ 500.000	UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/feminist CSO	Rural women and girls
4	4,2	APBE	National	\$ 1.000.000	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Migrant women and girls
OUTCOME 5: Quality, disaggregated and globally comparable data on different forms of violence against women and girls and harmful practices is collected, analysed and used in line with international standards to inform laws, policies and programmes.								
Output 5.1: Key partners, including relevant statistical officers, service providers in the different branches of government and women's rights advocates have strengthened capacities to regularly collect data related to VAWG in line with international and regional standards to inform laws, policies and programmes.								
Output 5.2: Quality prevalence and/or incidence data on VAWG is analysed and made publicly available for the monitoring and reporting of the SDG target 5.2 indicators to inform evidence-based decision making.								
OUTCOME 6: Women's rights groups, autonomous social movements and civil society organisations, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, more effectively influence and advance progress on GEWE and ending VAWG.								
Output 6.1: Women's rights groups and relevant CSOs have increased opportunities and support to share knowledge, network, partner and jointly advocate for GEWE and ending VAWG, more specifically, with relevant stakeholders at sub-national, national, regional and global levels.								
6	6,1	SOS FEVVF	National	\$ 500.000	UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/feminist CSO	Rural women and girls

Outcome	Output	Name of Civil Society Organisation (CSO)	Type of CSO (see definition below table)	Total Award Amount (USD) (see definition below table)	Name of Recipient UN Organisation (RUNO) funding the CSO	Modality of Engagement (see definition below table)	Is this CSO woman-led? Is this CSO a women's rights organisation (WRO) or feminist CSO? (see definition below table)	Primary Vulnerable/Marginalised Population Supported by Award (see explanation below table)
Output 6.2: Women's rights groups and relevant CSOs are better supported to use social accountability mechanisms to support their advocacy and influence on prevention and response to VAWG and GEWE more broadly.								
6	6,2	SOS FEVVF	National	\$ 500.000	UNFPA	Implementing Partner(IP)	Woman-led and WRO/feminist CSO	Rural women and girls women's rights defender's group
6	6,2	SongES Niger	National	\$ 95.478	UNWOMEN	Implementing Partner(IP)	No information available	
Output 6.3: Women's rights groups and relevant CSOs representing groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalisation have strengthened capacities and support to design, implement and monitor their own programmes on ending								
PROGRAMME MANAGEMENT COSTS								
N/A	N/A							
N/A	N/A							
N/A	N/A							
N/A	N/A							
N/A	N/A							
TOTAL AWARDS TO CSOs				\$3.768.384	include a formula-based sum here			

Type of CSOs

-International CSOs operate in two or more countries across different regions.

-Regional CSOs operate in two or more countries within the same region (i.e. Africa, Latin America, Asia, Caribbean, Pacific). In this case, a regional CSO is not one that operates in a particular region within one country.

-National CSOs operate only in one particular country.

-Local and grassroots organisations focus their work at the local and community level and do not have a national scope. They tend to have a small annual operational budget (for example, under USD \$200,000); to be self-organised and self-led; and to have a low degree of formality.

Award Amount

In this context, an "award" is any financial grant, contract, or partnership agreement with a CSO.

Type of Engagement

-Implementing Partner (IP): Programmes may contract out particular activities for a CSO to implement.

-Grantee: Programmes may issue a broad Call for Proposals to which CSOs submit proposals for grant funding.

-Vendor: Programmes may engage with CSOs through a procurement process, such as purchasing services from a CSO or hiring a CSO for a training or other activity.

Woman-Led and Women's Rights Organisation (WRO)/Feminist CSOs

To be considered a "woman-led CSO," the organisation must be headed by a woman. To be considered a "women's rights or feminist organisation," the organisation's official mission/visions

statements must reflect its commitment to addressing multiple/intersecting forms of discrimination and advancing gender equality and women's rights. The organisation should aim to address the underlying drivers/systems/structures, including patriarchy and gendered power dynamics, that perpetuate EAWG and gender based violence and work to transform these.

Please select only "Woman-led" if the CSO is headed by a woman, but no information is available or it is not known if the CSO is a WRO/feminist CSO.

Please select only "WRO/feminist CSO" if the CSO is a WRO or feminist organisation, but no information is available or it is not known if the CSO is headed by a woman. Please select "No information available" if no information is available on or it's not known if the CSO is headed by a woman or is a WRO/feminist CSO.

Primary Vulnerable/Marginalised Population Supported by Award

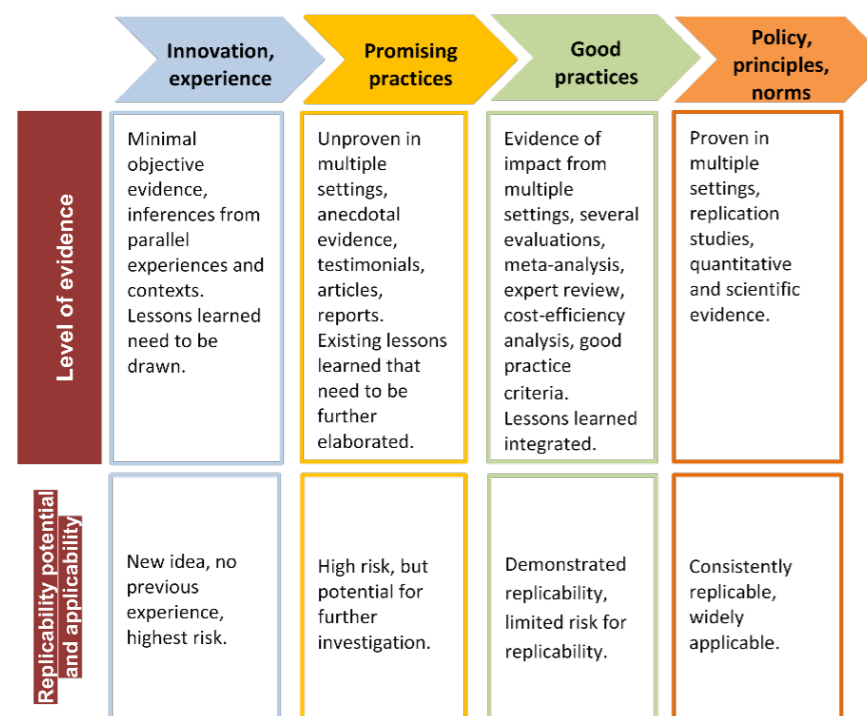
Under the principle of Leave No One Behind, Spotlight UN Country Teams are expected to ensure the representation of vulnerable and marginalised groups, including by engaging with CSOs that service or advocate for these groups. If the award covers several vulnerable or marginalised populations, select one population that is primarily served by the award.

Annex D

Promising or Good Practices Reporting Template

State of a practice: good practice or promising practice?

The following set of criteria will help you to determine whether a practice is a good practice:



Adapted from Hancock, J. (2003): *Scaling-up for increased impact of development practice: Issues and options in support of the implementation of the World Bank's Rural Strategy. Rural Strategy Working Paper, World Bank, Washington D.C.*

Guidance and Template on Good and Promising Practices

As **demonstration fund**, the Spotlight Initiative will demonstrate the evidence base that a significant, concerted and comprehensive investment in gender equality can make a lasting difference in the lives of women and girls and in the achievement of all SDGs. It is thus critical that promising and good practices that have the **potential for adaptability, sustainability, replicability and scale-up**¹ in the field of EVAWG and chart a new way of working, both within the UN system and with various stakeholders to maximize the transformative potential of the Initiative are documented and shared.

This brief guidance and template is thus developed to ensure a common understanding of “**Promising and/or Good Practices**” in Spotlight, provide a set of criteria to determine whether a practice is a good practice or promising and a template for documentation. As Spotlight Initiative is in its early stages of programming and a mid-term review is yet to be undertaken, it is anticipated that countries will be documenting promising practices at this stage. Please see definition below and a diagram for further clarification.²

Definition of a Promising Practice

A promising practice has demonstrated a **high degree of success in its single setting**, and the possibility of replication in the same setting is guaranteed. It has generated some quantitative **data** showing positive outcomes over a period of time. A promising practice has the **potential** to become a good practice, but it doesn't yet have enough research or replication to support wider adoption or upscaling. As such, a promising practice incorporates a process of continuous learning and improvement.

Definition of a Good Practice

A good practice is not only practice that is good, but one that **has been proven to work well and produce good results** and is therefore recommended as a model. It is a successful experience that has been **tested and validated**, in the broad sense, has **been repeated and deserves to be shared**, so that a greater number of people can adopt it.

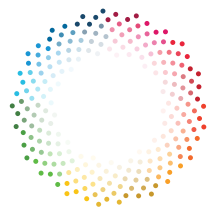
Title of the Promising or Good Practice	Appui à la diffusion et sensibilisation sur l'arrêté contre le mariage d'enfants dans le Canton d'Illela, dans la région de Tahoua
<p>Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Le Chef de canton d'Illela (l'honorable Yacouba Habibou Oumani), dans la région de Tahoua, combat le mariage d'enfants en l'interdisant dans sa circonscription. Il a élaboré une lettre circulaire N°002/CCI/2016 du 28/02/2016 contre cette pratique. Avec l'appui du Programme Spotlight, 226 chefs de villages ont été regroupés pour avoir une compréhension commune de l'arrêté et pouvoir le mettre en application dans les villages. Son initiative a été partagée à l'ensemble des populations pour leur adhésion et sa mise en application. Elle s'inscrit dans le pilier 3. Les efforts ont déjà permis à une quarantaine de mariages d'enfants d'être annulés dans le canton. Au regard de l'engagement des chefs traditionnels de ce canton, de l'intérêt accordé par les populations pour cette initiative qui est considéré comme élément sûr de changement de comportement et d'abandon de pratiques néfastes, l'ACTN dans le cadre de son partenariat avec les Agences des Nations Unies est prête à étendre cette bonne initiative aux autres communes du programme spotlight dans les 4 régions et l'inscrive dans son plan de travail 2020.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>Mobiliser les communautés (à travers les chefs) pour la lutte contre les mariages d'enfants (les communautés trouvent une solution locale à leur problème de mariage d'enfants)</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations (alertent sur les cas de mariage d'enfants et avisent le Chef Canton pour convocation des personnes impliquées dans la pratique) - Les Chefs de village (mettent en application l'arrêté/circulaire) - Les chefs religieux (sensibilisent, dénoncent et partagent des informations aux Chefs de villages) - Les autorités (sont informées et mettent en application la loi interdisant le mariage d'enfants)
<p>What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Cette initiative a été adoptée avec succès et a un impact positif sur les individus et/ou les communautés de la région en matière de lutte contre le mariage d'enfants et le maintien des filles à l'école. Elle répond à un besoin actuel et urgent car les populations dans leur ensemble déplorent le mariage des enfants qui ternit l'image de leur société. Elle est sensible au Genre car les hommes et femmes sont dans l'alerte, participent et sont responsabilisés dans le processus. Elle est reproductible car des Chefs d'autres régions invitent le Chef Canton d'Illela pour des exposés et appuis dans la mise en œuvre de cette pratique.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Les conservateurs (les chefs religieux) qui s'opposaient à la mise à exécution de cette pratique en targuant le fait qu'ils sont les géniteurs des filles et qu'ils ne peuvent recevoir de conseils de quiconque. Cette contrainte a été surmontée par plusieurs rencontres de négociations en utilisant les acteurs de santé qui ont présentés les conséquences morales, biologiques et physiques des mariages précoces (fistules obstétricales, décès maternels, exposées aux violences et abus sexuels de la part du mari, les relations sexuelles sont souvent forcées, risques liés aux grossesses précoces, VIH, conserve le statut inférieur des femmes et de la pauvreté) qui ont contribué au changement des comportements des réfracteurs.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Interdire le mariage d'enfants (40 mariages d'enfants annulés) - Favoriser le maintien des filles à l'école (des filles dont les mariages ont été annulés poursuivent correctement leur scolarité dans la sécurité).

<p>Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Les causes des mariages d'enfants sont les mêmes dans les régions et les solutions communautaires trouvées sont adaptées aux réalités pour une responsabilisation et une participation pour faire respecter les droits des enfants.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>Oui, la volonté de la communauté de dire non à une pratique dégradante et l'adhésion des chefs traditionnels et des chefs religieux.</p>
<p>Sustainable What is needed to make the practice sustainable?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Editer et vulgariser l'arrêté/circulaire - Amener les autres Chefs à prendre les arrêtés/circulaires signés par eux dans la même vision - Sensibiliser les populations pour leur adhésion - Informer les bénéficiaires sur l'existence de cette disposition - Partager les arrêtés/circulaires aux autorités administratives
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Les bénéficiaires adhèrent à la portée de cette initiative qui adresse un de leurs vœux ardents.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos</p>	<p>L'honorable Yacouba Habibou Oumani, Mobile phone (+22796976225)</p>

Title of the Promising or Good Practice	Appui à l'accès aux services de santé de la reproduction et au maintien des filles dans les collèges à Tessaoua dans la région de Maradi
Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	<p>En matière de VBG, les problèmes prioritaires pour les populations à Tessaoua dans la région de Maradi sont les évacuations sanitaires pour les soins obstétricaux d'urgence et la continuité des cours pour les filles des milieux ruraux affectées dans les collèges en ville. Lors des campagnes de sensibilisation appuyées par le programme spotlight à l'endroit des leaders traditionnels sur les VBG et leurs déterminants, des déclarations ont été obtenues pour des prises d'initiatives d'allègement des souffrances des femmes en maternité et des filles en scolarisation. En effet, pour chaque évacuation sanitaire dans le cadre d'un accouchement, les populations doivent mobiliser au minimum 21.500 FCFA. En ce qui concerne leurs filles qui doivent accéder aux collèges, les populations sont dans des dilemmes pour rechercher des tuteurs aux filles pour assurer leur protection et leur alimentation. Pour réduire les souffrances des populations face à ces difficultés, le Chef de Tessaoua dans la région de Maradi, l'honorable Mahaman Mansour Maiguizo, à travers l'ACTN, a initié dans son canton une opération annuelle, une famille une mesure de mil (environ 4 kilogrammes) sur la récolte en mesure d'accompagnement. Il s'agit de contribuer à l'évacuation sanitaire des femmes enceintes, des nouveau-nés et des enfants, au maintien des filles dans les collèges et à la réduction du taux d'abandon chez les filles. Aussi la disponibilité des services de prise en charge des VBG notamment des viols et agressions sexuelles et la qualité des services de soins obstétricaux néonataux d'urgence seront renforcées grâce à la formation des prestataires des centres de santé Intégrés de toute la région. Cette initiative s'inscrit dans les piliers 3 et 4. Le programme Spotlight avait prévu en 2019 le faire mais les contraintes de la révision du programme ont poussé à l'inscrire dans les interventions de 2020.</p>
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	<p>Les chefs traditionnels s'engagent et se responsabilisent à travers des initiatives contextuelles dans la lutte contre les pratiques néfastes à l'endroit des enfants, l'abandon des cours chez les filles et le déni aux ressources pour l'accès aux services de santé en réduisant les décès maternels et favorisant les accouchements en milieu médicalisé.</p>
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations - Les chefs traditionnels et les chefs religieux - Les personnes philanthropes de bienfaisance de la région sensibles à l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles - Les prestataires de santé - Les membres des comités de Gestion des écoles et les responsables du système éducatif de la région - Le Gouvernorat, les Maires
What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	<p>Les résultats pour l'appui à la réduction des formes des VBG sont tangibles. Ce sont 26 tonnes de mil qui ont été collectées et vendues. Au total 12 millions de FCFA ont été perçus dont 9 millions qui serviront à l'évacuation sanitaire de 418 personnes et les 3 millions seront utilisés pour la collecte des poches de sang pour les femmes enceintes anémiées, les femmes qui ont accouché et qui ont besoin du sang, les femmes victimes d'avortements et les femmes qui ont subi une césarienne. En plus cette bonne pratique a eu l'adhésion des commerçants de la localité qui ont apporté une contribution de 500.000 FCFA pour appuyer l'opération de la collecte des poches de sang. Aussi les familles d'accueil des filles collégiennes de la localité reçoivent chaque année un sac de mil comme contribution à l'alimentation. Ainsi, réduire les dénis de ressources, favoriser l'accès aux services de santé pour les femmes lors des complications obstétricales, maintenir les filles à l'école sont des priorités pour les chefs et leurs populations. Un changement de comportement est effectif et s'inscrit dans la vision de ne laisser personne de côté.</p>
What challenges were encountered and how were they overcome?	<ul style="list-style-type: none"> - La bonne gouvernance dans la gestion des vivres pour l'atteinte des objectifs. Un mécanisme de rendre compte est en place et lors des réunions de fin d'année, le chef fait le point avec les évidences obtenues. - L'insuffisance de production de mil pour respecter les engagements - La baisse drastique du prix de vente du mil

<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les femmes et filles enceintes qui arrivent en consultations prénatales sont informées que leur évacuation sanitaire pour accouchement est prise en charge - Les parents des filles affectées dans les collèges en villes sont informés de l'appui en vivres à accorder aux tuteurs pour assurer la protection et la régularité des filles à l'école. - Les actions sont d'impact rapide et d'effet à long terme.
<p>Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Cette initiative est adaptable car les deux problèmes touchent toutes les localités et elle est réalisable avec une bonne gouvernance pour sa pérennisation.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>C'est une forme de mutualisation qui peut être formalisée avec l'implication des membres des Comités de Gestion des écoles, du Gouvernorat, des responsables de l'Education et de l'ACTN.</p>
<p>Sustainable What is needed to make the practice sustainable?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les populations - susciter l'adhésion d'autres donateurs - continuer à présenter les résultats, garants de la pérennité de l'action
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Les femmes de la localité, les parents des élèves, les élèves filles, les membres des comités de gestions des écoles approuvent l'importance de cette pratique et clament d'être doit être étendue à plusieurs autres régions car les souffrances sont les mêmes</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos</p>	<p>- L'honorable Mahaman Mansour Maiguizo, Mobile phone :+227 96271214</p>

Title of the Promising or Good Practice	Le Théâtre Populaire interactif sur les thématiques de VBG
<p>Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Le théâtre populaire interactif pratiqué par les scouts locaux filles et garçons utilisés eux-mêmes comme les acteurs et animateurs des pièces de théâtre dans des lieux publics en milieu urbain est une stratégie devenue prometteuse pour contribuer à lever les tabous sur les questions de violences. Les jeunes animateurs sont des scouts qui ont déjà des aptitudes dans la communication et l'animation de masse. Il engage les communautés dans un processus d'écoute des jeunes, en général, et des filles, en particulier, et parvenir à des pistes de solutions durables. Les pièces qui portent sur les thématiques de VBG (viol, mariage des enfants, excision, non scolarisation des filles, violence physique, agressions sexuelles, ...) sont très suivies par des populations. Cette initiative s'inscrit dans le pilier 3. Sa mise en œuvre a démarré en Novembre 2019 et plusieurs localités sollicitent les représentations théâtrales.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>Les communautés (à travers les jeunes) exposent leurs problèmes en matière de VBG et proposent des solutions adaptées à leur contexte</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les jeunes acteurs, animateurs des pièces satiriques qui sont des scouts - Les populations (spectateurs et participant aux interactions après les représentations)
<p>What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Le théâtre est un mode d'expression très apprécié au Niger qui mobilise toutes les classes sociales, atteint le maximum de personnes et favorise des débats sur les questions et thématiques qui sont abordées surtout celles liées aux VBG. La forme interactive permet aux spectateurs d'avoir des réponses à des préoccupations et de se retirer avec un ensemble de comportements jugés négatifs et d'obtenir de nouvelles perceptions positives et normes sociales. C'est l'occasion de renforcer ses compétences en matière de VBG, d'avoir des conduites appropriées pour éviter d'être soit auteur soit victime de VBG. Cette initiative cadre avec le besoin d'information et de renforcement des populations sur les VBG, les conduites à tenir pour la prévention, la dénonciation et les services disponibles. Les acteurs sont des filles et des garçons et les pièces propose rassemblent les deux sexes.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La pertinence des thèmes des pièces (les populations, les spectateurs sont mises à contribution dans l'identifications des thèmes qui feront l'objet de représentation et d'interactions) - La qualité des acteurs scouts (des jeunes filles et garçons ayant de l'expérience dans le domaine du scoutisme surtout en communication et animation de masse). Leurs compétences sont renforcées en VBG afin qu'ils puissent s'affirmer dans des scénarii accrocheurs et participer aux interactions avec des réponses justes aux préoccupations qui seront soulevées et agissant comme de véritables pairs éducateurs.
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Renforcer les capacités des populations sur les VBG (viol, mariage des enfants, excision, non scolarisation des filles, violence physique, agressions sexuelles, ...). En moyenne 250 personnes du public suivent les représentations et participent activement aux interactions et ont leurs capacités renforcées en matière de VBG pour des comportements positifs.</p>
<p>Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Les causes des mariages d'enfants sont les mêmes dans les régions et les solutions communautaires trouvées sont adaptées aux réalités pour une responsabilisation et une participation pour faire respecter les droits des enfants.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>Les thématiques des VBG sont d'actualité et les présentées en pièces satiriques retiennent l'adhésion des populations qui en raffolent. Les causes des VBG sont standards et les leçons à tirer sont vivantes. Les scouts sont disponibles à accompagner le programme et à renforcer les compétences de leurs homologues dans les régions. Les moyens à mobiliser pour l'exécution ne sont pas énormes.</p>
<p>Sustainable What is needed to make the practice sustainable?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir un pool d'acteurs et animateurs par régions - Doter les pools d'acteurs et d'animateurs de matériels de sonorisation et d'animation - Renforcer les membres des pools en VBG - Appuyer les Pools dans l'élaboration de scénarii adaptés
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Les populations bénéficiaires attestent de l'importance du théâtre interactif comme moyen de changement de comportement en matière de VBG.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos</p>	<p>M. Ousmane Yacouba, Assistant Technique, Direction régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de Maradi mail : odfoussou@gmail.com Tél. +22792440001</p> <p>M. Zakari Yaou Hamidou, Assistant Technique, Direction régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de Zinder mail : yaouzakari02@gmail.com Tél. : +22790118344</p>



**Spotlight
Initiative**

